

LE DEVOIR

VOL. C N° 37

LES SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 FÉVRIER 2009

2.44\$ + TAXES = 2.75\$

Québec a tenté de récupérer sa colline

Le gouvernement fédéral est toujours propriétaire d'une partie des terrains devant l'Assemblée nationale

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Le gouvernement Charest a formellement demandé à son vis-à-vis fédéral, en 2006, d'enfin devenir propriétaire de certains terrains qu'il lui loue devant le parlement à Québec. Mais Ottawa n'a jamais daigné répondre, a

appris *Le Devoir*. Paradoxalement, les bronzes de René Lévesque, de Robert Bourassa, d'Honoré Mercier et de Louis-Hippolyte Lafontaine se retrouvent donc en terrain fédéral loué (voir la carte au www.ledevoir.com).

Dans une lettre datée du 7 juillet 2006, le ministre des Affaires intergouvernementales, Be-

noît Pelletier, soumettait à son homologue fédéral du temps, Michael Chong, «cette problématique que l'Assemblée nationale du Québec souhaite corriger depuis longtemps».

C'est pour des raisons historiques liées aux besoins du Canada «en matière de défense au XIX^e siècle», expliquait-il, que plusieurs ter-

rains en face du parlement sont restés «de propriété fédérale».

Sur une carte en annexe à la lettre, on prend conscience qu'Ottawa possède le terrain qui va pratiquement de la borne du kilomètre zéro

VOIR PAGE A 12: TERRAIN

■ La chronique de Michel David: «Le locataire», à lire aussi en page C 3

81^E SOIRÉE DES OSCARS



Un bidonville à Hollywood

Le film *Slumdog Millionaire* part grand favori dans la course aux statuettes



ODILE TREMBLAY

Du suspense à Hollywood autour du grand vainqueur aux 81^e Oscars de demain soir? Pas vraiment. Il faudrait une tornade pour renverser le vent qui pousse *Slumdog Millionaire*, de Danny Boyle, tourné en Inde par un cinéaste britannique, vers son sommet doré. Le film a failli ne pas sortir aux États-Unis. Warner Bros. avait jon-

glé avec l'idée de le diffuser directement sur DVD. Candidat au départ improbable, qu'importe!

Après avoir moissonné tout ce qui traînait comme récompenses antérieures, des Golden Globes aux lauriers des syndicats professionnels, la consécration de *Slumdog Millionaire* semble à peu près acquise. Cette histoire d'un enfant des bidonvilles de Mumbai, incollable à un jeu télévisé grâce à des connaissances glanées dans sa vie de misère, tient davantage du bon film que du meilleur long métra-

ge de l'année, mais... Quand les États-Unis s'empêchent sur la scène internationale, ils ont tendance à s'ouvrir davantage vers l'extérieur. Et le film de Danny Boyle, avec son conte de fées cendrillonien (bien américain) marié aux décors exotiques, colle aux besoins du temps.

Les résultats à l'avance

D'ailleurs, un blogue américain facétieux (ou bien informé), qualifié de fraude totale par l'Ac-

demy, qui claironne à l'avance les résultats des Oscars, lui octroyait les statuettes du meilleur film et de la meilleure réalisation cette semaine. Canular ou fuite, ces couronnements prématurés confirment du moins les prédictions générales.

Rêvons quand même à un miracle en faveur de *Milk*, de Gus Van Sant, merveilleuse biographie de l'activiste homosexuel Harvey Milk...

VOIR PAGE A 12: OSCARS

■ Après l'Oscar, le Che: une entrevue avec le cinéaste Steven Soderbergh, à lire en pages A 6 et A 7



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

COURSES DE CHEVAUX

Québec retire sa mise

Le sénateur Massicotte ne peut plus compter sur le gouvernement pour relancer Attractions hippiques

■ À lire en page A 3

Découverte du chaînon manquant aux origines de la vie

Des biophysiciens de l'Université de Montréal viennent d'éclaircir une grande énigme qui nous empêchait de bien comprendre l'émergence de la vie sur Terre. En découvrant le mécanisme par lequel s'est formé le ribosome, la machine assurant la synthèse des protéines, ils ont ainsi fourni le chaînon qui manquait pour expliquer l'origine de la vie.

PAULINE GRAVEL

Selon la théorie de l'évolution, tous les êtres vivants actuels sont issus d'un même ancêtre commun qui était une cellule. Une cellule unique qui s'est reproduite en d'autres cellules et qui après plusieurs milliards d'années est devenue un humain. Mais que s'est-il passé avant cette première cellule vivante? «L'événement clé qui a permis l'émergence de la vie est l'apparition de ces très grosses molécules que sont les ribosomes, qui synthétisent toutes les protéines présentes dans les cellules vivantes», souligne Sergey Steinberg, professeur au département de biochimie de l'Université de Montréal.

La vie sous toutes ses formes, des simples bactéries aux êtres humains, repose sur



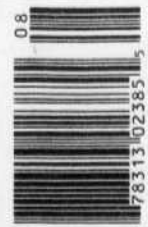
ALESSIA PIERDOMENICO REUTERS

Des bactéries aux êtres humains, tous les êtres vivants ont un ancêtre commun: une cellule unique qui s'est reproduite en d'autres cellules et qui après plusieurs milliards d'années est devenue un humain. Mais cette cellule, comment est-elle apparue?

VOIR PAGE A 12: RIBOSOME

INDEX

Actualités.....	A 3	Idées.....	C 5
Annonces.....	B 9	Monde.....	A 8
Avis publics... C 4	Mots croisés. D 5		
Bourse.....	B 2	Météo.....	B 9
Carrières.....	B 5	Perspectives. C 1	
Décès.....	B 11	Rencontres... D 4	
Économie.....	B 1	Sports.....	B 11
Éditorial.....	C 4	Sudoku.....	B 10





Les petits bonheurs de la retraite

ça commence aujourd'hui.

Le REER du Fonds de solidarité FTQ vous procure **30% plus d'économies d'impôt qu'un REER conventionnel**. C'est 30% plus d'argent qui vous revient maintenant.

À vous d'en profiter!

Région de Montréal

Siège social
8717, rue Berri
Montréal



Brossard
Rez-de-chaussée
4805, boul. Lapinière

NOUVEL EMPLACEMENT

Laval
Bureau 1
2100, boul. Le Corbusier

NOUVEL EMPLACEMENT

Nos heures d'ouverture sont du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 18 h.

514 383-FONDS (3663)

1 800 567-FONDS www.fondsftq.com



FONDS
de solidarité FTQ

Le valeur de l'action fluctue. Pour des renseignements détaillés sur les actions du Fonds, consultez le prospectus disponible à nos bureaux et sur notre site internet.

ACTUALITÉS

Industrie des courses de chevaux

Québec retire sa mise

Le sénateur Massicotte ne peut plus compter sur l'aide du gouvernement pour relancer Attractions hippiques

Attractions hippiques se présentera devant le tribunal le 9 mars prochain sans l'appui gouvernemental essentiel à sa survie. La situation a les allures d'un dernier tour de piste pour l'entreprise, mais aussi pour toute l'industrie des courses de chevaux.

KATHLEEN LÉVESQUE

Le sénateur Paul Massicotte a perdu son pari de redresser Attractions hippiques avec l'aide des politiciens. Hier, le gouvernement du Québec a laissé tomber le gestionnaire des hippodromes en mettant fin aux discussions qui auraient assuré la viabilité de l'entreprise.

Mercredi, trois des plus importantes associations d'hommes de chevaux ont unanimement rejeté la restructuration projetée et demandé le respect du contrat de privatisation de gestion des hippodromes de 2006. Ce fut le coup de grâce. Selon la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, cela «témoigne que les discussions sont vouées à l'échec».

Du coup, Attractions hippiques, qui est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers depuis juin dernier, se retrouve au bord de la faillite. La Cour supérieure tranchera le dossier le 9 mars.

L'entreprise souhaitait être libérée de plusieurs obligations. Avec Québec, Attractions hippiques envisageait de réduire de façon draconienne le nombre de courses de chevaux et les bourses destinées aux hommes de chevaux.

Paul Massicotte a récemment témoigné en cour que «la décision finale est politique». Hier, par l'intermédiaire de son contrôleur, Yves Vincent de RSM Richter, il s'est dit «très déçu» de la décision du gouvernement. «M. Massicotte va prendre conseil auprès de ses conseillers juridiques au cours de la fin de semaine pour essayer de trouver des solutions», a précisé M. Vincent.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Les hommes de chevaux veulent être associés à l'élaboration d'un plan de sauvetage de l'industrie.

Du côté des hommes de chevaux, on se réjouissait. «Il était impossible de satisfaire les intérêts d'une entreprise et de répondre aux besoins de l'industrie. Le plan de redressement ne respectait pas les objectifs de relance de l'industrie», a affirmé Alain Vallières, de la Société des propriétaires et éleveurs de chevaux Standardbred du Québec.

M. Vallières et ses collègues de l'Association trot et amble du Québec et du Circuit régional des courses de chevaux du Québec espèrent maintenant pouvoir être associés à l'élaboration d'un plan pour assurer la pérennité de l'industrie. Selon M. Vallières, la solution passe par la mise en place d'un organisme à but non lucratif (OBNL) issu de l'industrie, comme cela se fait en Ontario. Alain Vallières veut être entendu par le gouvernement.

Mais voilà, la ministre se montre tranchante. «Mme Jérôme-Forget n'est pas ouverte à entreprendre des discussions. En se retirant du plan de redressement, on se retire aussi de l'industrie», a expliqué son attachée de presse, Catherine Poulin.

Tout au plus, il est question de trouver «des me-

ures d'aide à mettre en place pour les travailleurs et éleveurs touchés par cette situation», des «mesures transitoires».

Par ailleurs, la fermeture de l'Hippodrome de Montréal demeure un objectif gouvernemental bien qu'il s'agisse du cœur de l'industrie puisque 60 % des activités s'y déroulent. Chose certaine, la construction d'un salon de paris avec 300 appareils de loterie vidéo (ALV) en lieu et place de l'hippodrome est écartée. Si Attractions hippiques déclare faillite, Loto-Québec retirerait les 265 ALV présents dans les hippodromes de Montréal et d'Aylmer.

«Pour le quartier, c'est une grande victoire. Les gens ne veulent pas d'un casino privé, de problèmes sociaux supplémentaires et souhaitent que le terrain de l'hippodrome fasse place à des résidences», a commenté le conseiller municipal Marvin Rotrand, l'un des meneurs du mouvement populaire qui s'est soulevé contre le projet, qui recevait jusque-là l'aval du gouvernement.

Le Devoir

Port du masque: Montréal recule, mais promet un autre règlement

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le règlement prohibant le port de masques et de cagoules lors de manifestations à Montréal ne sera pas soumis au vote des élus lundi soir, mais l'administration Tremblay ne renonce pas pour autant à son projet.

Le président du comité exécutif et responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal, Claude Dauphin, a fait retirer hier de l'ordre du jour de la séance du conseil municipal de lundi soir prochain l'étude du projet de modification du Règlement sur la prévention des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre public et sur l'utilisation du domaine public (P-6) afin d'y ajouter une disposition interdisant aux manifestants de se masquer le visage.

«Comme notre objectif est de fournir de bons outils à nos policiers qui auront à appliquer ce règlement et aux tribunaux qui devront le sanctionner, il nous apparaît important de réexaminer notre projet d'amendement et de le soumettre à nouveau à la Commission de la sécurité publique pour une nouvelle évaluation», a indiqué Claude Dauphin, hier, par voie de communiqué. Ce dernier refuse de fixer un échéancier pour la révision de la modification.

Un front commun de groupes de défense des droits et de syndicats enjoint l'administration Tremblay de retirer «purement et simplement» non seulement le projet d'amendement au règlement P-6 proposé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), mais bien tout le «règlement antimaniif» adopté dans les années 1970 par l'administration Drapeau-Saulnier.

«Des gens peuvent, sans avoir aucune intention criminelle, vouloir se masquer pour protéger leur anonymat sans que cela soit répréhensible, a dit hier le représentant de la Ligue des droits et libertés, Denis Barrette. Ce n'est pas vers une escalade des pouvoirs d'intervention des policiers qu'il faut se diriger, mais vers une meilleure compréhension de ce qu'est la liberté d'expression. Visiblement les forces de l'ordre n'ont rien compris.»

Le directeur général du Centre de recherche action sur les relations raciales (CRARR), Fo Niemi, somme pour sa part l'administration Tremblay de ne plus «adopter des politiques ou des règlements en catimini». Fo Niemi demande notamment à la Ville d'ouvrir grandes les portes de la Commission de la sécurité publique aux citoyens.

Le chef de l'opposition officielle de la Ville de Montréal, Benoit Labonté, a applaudi la décision du comité exécutif de commander un nouvel examen du projet de modification du règlement P-6 à la Commission de la sécurité publique, mais lui demande de «donner la parole aux citoyens sur [ce] projet de règlement qui déjà suscite la grogne». «Par respect envers les citoyens et dans l'intérêt de la démocratie montréalaise, force est d'admettre que la tenue d'une séance publique est nécessaire», a affirmé Benoit Labonté.

La Fraternité des policiers et des policières insiste pour que le conseil municipal adopte l'amendement le plus rapidement possible. Le président de la Fraternité, Yves Francoeur, insiste sur le fait que «ce sont clairement les casseurs, les gens qui s'insèrent dans les manifestations pacifiques dans le but de casser, défoncer et brûler du matériel, ou carrément s'en prendre aux policiers et aux citoyens, qui sont visés par cet amendement. La moindre des choses, en démocratie, c'est de s'exprimer à visage découvert».



Le Devoir

Résidences touristiques

Montréal annule les comptes de taxes rétroactifs

JEANNE CORRIVEAU

La Ville de Montréal a fait volte-face dans le dossier des résidences touristiques. Elle a annoncé hier l'annulation des comptes de taxes rétroactifs qu'elle avait expédiés à 125 propriétaires à l'automne dernier. La nouvelle a été accueillie avec soulagement par ceux-ci.

L'administration Tremblay a jugé que le mécontentement des propriétaires de résidences touristiques était légitime. Elle entend donc leur rembourser les sommes versées pour les années 2007 et 2008, ainsi que les intérêts et les frais de révision engagés.

Rappelons qu'en octobre dernier, 125 propriétaires de résidences touristiques de cinq unités et moins avaient eu la désagréable surprise de recevoir des comptes de taxes pour les années 2007 et 2008. Pour certains, les montants réclamés équivalaient à quelques milliers de dollars alors que

pour d'autres la facture s'élevait à 20 000 \$. Désireuse d'appliquer la Loi sur la fiscalité municipale, la Ville avait modifié le statut de ces résidences, jusque-là taxées comme des immeubles résidentiels. Le passage à la catégorie non résidentielle avait fait bondir leur impôt foncier.

Les propriétaires n'ont pas digéré cette décision, indignés à l'idée que des montants puissent leur être réclamés rétroactivement sans avertissement. Pendant des mois, ils ont tenté de faire pression auprès des élus et du maire Gerald Tremblay pour faire annuler les comptes de taxes.

La décision prise par la Ville hier a réjoui Denis Boulianne, propriétaire d'une résidence touristique dans Hochelaga-Maisonneuve. «C'est une bataille qui a été éprouvante financièrement, émotionnellement et physiquement, a-t-il reconnu. On avait l'impression d'être David contre Goliath, mais on est contents de pouvoir tourner la page.»

Après étude du dossier, l'évaluateur municipal

de la Ville et le contentieux ont convenu qu'il valait mieux maintenir le statut d'immeuble résidentiel de ces établissements jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau rôle d'évaluation en 2011. «Nous n'aurons alors pas le choix d'appliquer la Loi sur la fiscalité municipale», a averti Sammy Forcillo, responsable des finances au comité exécutif de la Ville. La Ville a-t-elle commis une erreur dans ce dossier? Non, il s'agit plutôt d'une question d'interprétation, a répondu M. Forcillo.

Denis Boulianne soutient que ce qui a le plus choqué les propriétaires, c'est l'application rétroactive de la taxe. Selon lui, il est légitime que la Ville veuille modifier le statut de ces immeubles en raison de leur caractère commercial. Il craint toutefois que la nouvelle formule de taxation, qui entrera en vigueur à partir de 2011, ne mette en péril la viabilité de ces entreprises.

Le Devoir

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
A V O C A T

Vieux-Montréal
514.861.0469

Guerre et environnement

Conférence de Michel A. Bouchard
Professeur à l'Université de Montréal et spécialiste en évaluation et gouvernance environnementale.

Agent orange, armes à uranium appauvri, incendie des puits de pétrole, sols dégradés, toutes les guerres provoquent des dégâts environnementaux. Peut-on les prévenir? Faut-il réglementer? Là commence la bataille des scientifiques.

Jeu 26 février à 19h
Adultes: 6\$, étudiants et aînés: 2\$
Amphithéâtre du Cœur des sciences (SH-2800)
200, rue Sherbrooke Ouest
Métro Place-des-Arts

RÉSERVATIONS: www.coeurdessciences.uqam.ca

Hydro Québec LE DEVOIR ARTISTES PAIX

Découvrez

le Val-Saint-François

Porte d'entrée des Cantons-de-l'Est,
axe central entre Sherbrooke,
Drummondville, Victoriaville et Granby.
Le Val Saint-François, la nature à notre portée!

Hélène Tousignant
Agent immobilier affilié
Tél.: 819 822-2222
Cell.: 819 574-7141
www.helenetousignant.com
Un agent... près des gens!

RE/MAX
D'Abord inc.
COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ

ACTUALITÉS

Procès du présumé terroriste Saïd Namouh Liberté de religion ou terrorisme ?

BRIAN MYLES

L'avocat de Saïd Namouh, René Duval, a démontré jusqu'où il était prêt à aller hier pour banaliser les accusations de terrorisme portées contre son client et les ramener à une simple affaire d'expression religieuse.

Lors du contre-interrogatoire d'une experte en contre-terrorisme, l'Américaine Rita Katz, M^e Duval a fait ressortir hier que «près des deux tiers» d'un communiqué revendiquant l'enlèvement du journaliste de la BBC Alan Johnston, à Gaza en 2007, contenaient des incantations religieuses et des références au Coran.

Le hic, c'est que le reste de ce tract datant de 2007 soutenait que le meurtre du journaliste serait justifié, car il est au service de l'Angleterre, un pays jugé «ennemi de l'islam», en raison de sa participation aux campagnes militaires en Afghanistan et en Irak (Johnston avait finalement été relâché).

Ce communiqué et d'autre matériel de propagande ont été saisis sur l'ordinateur de Saïd Namouh, accusé de différentes infractions d'aide, complot et soutien au terrorisme. Les autorités le considèrent comme l'un des membres les plus actifs et les plus influents du Global Islamic Media Front (GIMF), qui dissémine la propagande d'al-Qaïda sur la Toile.

Namouh a admis être en possession du matériel saisi chez lui. Son avocat a indiqué au début du procès qu'il entendait invoquer l'article 2a de la Charte canadienne des droits et libertés, garantissant à son client la liberté de conscience et de religion. D'où le contre-interrogatoire particulier d'hier.

Rita Katz, spécialiste de l'analyse de sites Web et de forums de discussion tenus par des terroristes et des islamistes, a réitéré son point de vue à quelques reprises. Elle qualifie de «radicale» toute vision de l'islam qui encourage le meurtre d'innocents au nom de cette religion. «La plupart des musulmans ne considèrent pas al-Qaïda comme une organisation religieuse, mais comme une organisation terroriste», a-t-elle précisé.

En marge du procès, M^e Duval a reproché aux autorités de tenter d'associer son client à al-Qaïda par tous les moyens. Quant à Mme Katz, il la juge «influencée par la doctrine Bush». Le procès reprendra lundi.

Le Devoir

Le tour de taille des Canadiens continue de s'épaissir

L'obésité gagne du terrain et a des répercussions tant chez les travailleurs que les employeurs, conclut une étude de Statistique Canada. S'il y a plus d'obésité chez les cols bleus que chez les cols blancs, les Canadiens ayant des horaires irréguliers et travaillant plus de 40 heures semaines sont également plus susceptibles de souffrir d'embonpoint.

LISA-MARIE GERVAIS

L'obésité en milieu de travail a augmenté de 3 % au cours de la dernière décennie et le problème frappe surtout les hommes plus âgés, révèle une étude de Statistique Canada. L'étude, qui s'est intéressée au lien entre obésité et travail (rendement, revenu, absentéisme), a analysé des données accumulées depuis 1994 de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes et de l'Enquête nationale sur la santé de la population.

Ainsi, en 2005, 15,7 % des travailleurs canadiens et âgés de 18 à 64 ans, soit plus de deux millions de personnes, étaient obèses, contre 12,5 % dix ans plus tôt. La prévalence d'obésité la plus élevée se trouvait

Les hommes obèses s'absentent plus souvent du travail

chez les travailleurs masculins âgés de 55 à 64 ans (21 %).

En plus de corrélérer une faible scolarité avec un risque croissant d'obésité, l'étude a conclu que les hommes ayant un revenu élevé étaient plus susceptibles d'être obèses que les hommes gagnant moins d'argent. Chez les femmes qui travaillent, c'est exactement l'inverse: les plus pauvres tendent davantage à l'obésité que les riches.

L'obésité de la main-d'œuvre a un coût: les hommes obèses âgés de 18 à 34 ans étaient quatre fois plus susceptibles de s'absenter du travail que ceux ayant un poids normal. L'effet inverse s'observe chez les femmes obèses âgées de 35 à 54 ans qui travaillent. «On notait plutôt un "présentéisme". Sauf que leur



ARCHIVES REUTERS

rendement est beaucoup moindre», a indiqué Diane Galarnau, analyste chez Statistique Canada. Elle soutient que cette baisse de productivité s'explique par la réduction des activités au travail, la fréquence des jours d'incapacité et des cas de blessures.

Comparaison selon la profession

L'étude de Statistique Canada s'est penchée sur l'obésité en regard de la profession. Ainsi, la prévalence de l'obésité masculine est plus élevée chez les cols bleus (19,2 %) que chez les travailleurs du secteur des services (18,8 %) ou les cols blancs (16 %). En revanche, l'obésité chez les femmes ne connaît pas de variation significative d'une catégorie d'emploi à l'autre.

Les hommes qui travaillent un plus grand nombre d'heures par semaine (plus de 40 heures) risquaient davanta-

ge d'être obèses que ceux travaillant à temps plein une semaine normale de 30 à 40 heures. «Il est évident qu'une personne qui travaille beaucoup a moins de temps pour cuisiner et mange plus souvent au restaurant, là où les portions sont plus grandes et les mets souvent plus riches en calories», fait remarquer Paul Boisvert, coordonnateur des activités éducatives à la Chaire de recherche sur l'obésité de l'université Laval. Les travailleurs de quarts à horaire variable sont également plus sujets au surplus de poids que ceux qui ont des horaires réguliers. «À partir du moment où tu as des horaires débridés, tu risques de grignoter. Tu compenses de longues heures sans manger par une faim soudaine qui te fait manger tout ce que tu as sous la main», a noté M. Boisvert.

Le Devoir

La discrimination fondée sur l'aptitude doit cesser, disent les assistés sociaux

STÉPHANE BAILLARGEON

Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec demande au gouvernement d'abandonner sa distinction entre les personnes aptes et inaptes au travail dans ses programmes d'aide sociale. Pour le groupe de pression, cette division ne fait qu'appauvrir les bénéficiaires jugés aptes au travail sans pour autant tenir compte de leur réelle «employabilité». Le Front invite la population à signer une pétition pour le soutenir dans cette campagne.

«Les critères pour décider qui

est apte et qui est inapte au travail ne correspondent pas aux critères de sélection du marché du travail», affirme Amélie Châteauneuf, porte-parole du Front. Selon les propres données du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, il n'y a que 8,5 % des personnes jugées aptes au travail qui pourraient être engagées demain matin. Avec 564 \$ par mois, ces personnes ne peuvent même pas survivre, se loger, se nourrir, etc. Nous demandons de mettre fin à ce régime pour que tout le monde ait l'argent nécessaire pour survivre, soit la prestation de base actuelle.» Cette prestation se chiffre à

858 \$ par mois, soit le montant perçu par personne assistée sociale jugée inapte au travail. Si elle est jugée apte, elle ne reçoit donc que 564 \$. Il y a environ 175 000 assistés sociaux uniquement sur l'île de Montréal. A peine un sur cinq (35 000 au total) est considéré comme inapte au travail.

Mme Châteauneuf explique que les personnes jugées aptes à occuper un emploi se trouvent très souvent incapables de répondre aux critères du marché du travail. Elles peuvent par exemple avoir un casier judiciaire, un passé de toxicomane ou une formation très déficiente. Le Front organisait hier à

Montréal une journée consacrée à ce problème. Le Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS) de l'UdeM a dévoilé les résultats préliminaires d'une enquête en cours concernant les impacts des distinctions ministérielles (aptes/inaptes) sur la santé des personnes, leur logement, etc. Une tournée québécoise organisée dans les prochains mois permettra de compléter les résultats de l'enquête, qui ne sera pas déposée avant septembre prochain.

Le Devoir

EN BREF

Castonguay: un soulagement

Plusieurs organismes ont réagi positivement à la volte-face de Claude Castonguay, qui a déclaré hier qu'il ne croit plus que le moment est propice pour mettre fin à la

gratuité en santé. «Il aura fallu une crise économique pour faire revenir Claude Castonguay à la raison. Le système public a toujours été et demeure notre meilleure assurance», a affirmé la 1^{re} vice-présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Louise

Chabot. Pour sa part, le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) s'est dit heureux que l'ex-ministre de la Santé ait changé sa position sur ce «non-sens». Dans une série de mesures qu'il avait recommandées au gouvernement du Québec dans le

cadre du rapport du groupe de travail pour lequel il avait été mandaté, M. Castonguay avait suggéré de faire payer aux contribuables une franchise annuelle, une idée qui ne tiendrait plus la route dans un contexte de ralentissement économique. — Le Devoir

Le Devoir

Angoisse Anorexie mentale Anxiété Délire Dépression Deuil pathologique Dysfonctionnement sexuel Épilepsie Hallucination Hystérie Idéations suicidaires Insomnie Impuissance Jalousie obsessionnelle Obsession Paranoïa Pensées délirantes Phobie Psychose Schizophrénie Scénarios de violence Somatisation Symptômes névrotiques Traumatisme psychique Troubles de la personnalité Troubles de la conscience Trouble bipolaire Anorexie mentale Anxiété Délire Dépression Deuil pathologique Dysfonctionnement sexuel Épilepsie Hallucination Hystérie Impuissance Jalousie obsessionnelle Obsession Paranoïa Pensées délirantes Phobie Psychose Schizophrénie Sentiments de persécution Somatisation Symptômes névrotiques Traumatisme

Philippe Gaulin
Psychanalyste
Diplômé d'études doctorales de psychopathologie clinique
(514) 928-1881
1594, ave Mont-Royal Est, suite 109 pgaulin@sympatico.ca
Montréal, Québec H2J 1Y7 www3.sympatico.ca/pgaulin

Connais-toi toi-même.
Temple d'Apollon à Delphes

MONIQUE PARENT
— psychanalyste —
Outremont 514 750-2961

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

LES CHARMES EUROPÉENS
avec la promo Réservez tôt

EUROPE

ANGLETERRE - LONDRES
FORFAIT VILLE À LONDRES
IBIS LONDON EARLS COURT 3+★
Vol, hébergement, petits-déjeuners buffet chaud, transferts et un tour de Londres d'une demi-journée*
Départ 10 mai | 7 jours/6 nuits 1 329\$

ITALIE - AGROPOLI
FORFAIT BALNÉAIRE
HOTEL MARE 3★
Vol, hébergement, petits-déjeuners continentaux, dîners, soupers et transferts
Départs 17 et 21 mai | 8 jours/7 nuits 1 449\$

FRANCE - PARIS
FORFAIT VILLE À PARIS
HÔTEL BEST WESTERN VICTOR HUGO 3+★
Vol, hébergement, petits-déjeuners, transferts et croisière d'une heure sur la Seine
Départs 27, 28, 29 avril | 8 jours/7 nuits 1 349\$

VIENNE, BUDAPEST & PRAGUE
CIRCUIT ACCOMPAGNÉ
LES CAPITALES DE L'EUROPE CENTRALE
Vol, hébergement, plusieurs visites, guide et transferts
7 repas | 3 inclusions
Départ 10 mai | 8 jours/7 nuits 1 999\$

VACANCES transat

GRÈCE - CROISIÈRE ET CIRCUIT CHARMES DE GRÈCE ET DE TURQUIE*
Vol, 4 nuits de croisière dans les îles grecques et en Turquie, circuit en autocar de 7 nuits en Turquie, 3 nuits à Athènes et transferts | 36 repas
Départ 28 mai | 16 jours/14 nuits 2 629\$

Partez confiant. Revenez heureux.

CAA Voyages

1 888 672-7839
www.caaquebec.com

Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double, incluant les taxes et rebais applicables. Prix en vigueur au moment de l'impression et valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées les 21 et 22 février 2009, sous réserve de modifications et de disponibilité au moment de la réservation. *Tour panoramique de Londres en français d'une demi-journée. †Prix valide pour l'option 1 croisière en cabine inférieure, catégorie de base. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer aux brochures Europe et Italie • Espagne • Grèce 2009-2010 de Vacances Transat. Vol effectués sur les ailes d'Air Transat. Vacances Transat est une division de Transat Tours Canada Inc. et est titulaire d'un permis du Québec (no. 82512). Ses bureaux sont situés au 300, rue Lévesque, bureau 500, Montréal (Québec) H2X 4C2. †Réservez vos vacances avant le 30 avril 2009, offre réservée aux membres CAA-Québec, certaines conditions s'appliquent. *Le concours se déroule du 1^{er} février au 30 avril 2009. Le grand prix d'une valeur totale de 8 500\$ consiste en une croisière de 7 nuits, du 4 au 11 octobre 2010, à bord du MS Amarcello en cabine E pour 2 personnes. Afin de recevoir son prix le gagnant devra répondre correctement à une question d'habileté mathématique. Pour tous les détails et les règlements du concours veuillez consulter le www.caaquebec.com/Reve, aucun achat requis. Voyages CAA-Québec est titulaire d'un permis du Québec. Prix excluant le 3,50 \$/1 000 \$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

ACTUALITÉS

Souveraineté

Jonathan Valois veut reprendre le dialogue

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le prochain président du Parti québécois, Jonathan Valois, entend amorcer un «dialogue très, très ouvert» avec tous les nationalistes calqués sur la consultation «citoyenne» proposée par Jean-Pierre Charbonneau en 2006 et qui fut vertement rejetée par le caucus péquiste à l'époque.

«Cette ouverture-là, je la veux totale», a affirmé dans un entretien avec *Le Devoir* Jonathan Valois, cet ancien député de Joliette qui sera élu par acclamation président du PQ en remplacement de Monique Richard lors du conseil national de la fin de semaine.

Aux côtés de Jean-Pierre Charbonneau, Jonathan Valois avait été un des trois députés péquistes qui avaient signé ce document proposant qu'une large consultation «citoyenne» non partisane ait lieu avant d'envisager de tenir un référendum. Signe des temps, l'autre député qui avait appuyé cette initiative, Daniel Turp, sera élu par acclamation président de la commission politique du PQ.

La proposition avait reçu l'appui de Jean Allaire et d'Éric Caire de l'Action démocratique du Québec et de Paul Cliche de Québec solidaire.

Au lieu du «sortir, parler, convaincre» de l'époque de René Lévesque, Jonathan Valois préfère un autre leitmotiv: «Dialoguer, s'enrichir mutuellement, se comprendre et avancer».

«Il y a des nationalistes à l'ADQ, il ne faut pas les oublier. L'ADQ était avec nous en 1995, moi, je ne l'oublie pas», a dit M. Valois. Il en est de même des «frères et sœurs de cause» issus de Québec solidaire.

Les choses ont changé depuis 2006. Pauline Marois a toujours manifesté de l'ouverture envers les souverainistes qui ne sont pas péquistes, a dit M. Valois. La chef péquiste a appuyé l'idée d'une «conversation nationale», telle qu'avancée par Daniel Turp. L'appellation a été remplacée lors du conseil national de mars 2008 par le mot «débat», un terme neutre et quelque peu terne, mais qui présente l'avantage de ne pas provoquer d'éclats de rire.

Jusqu'à tout récemment, Jonathan Valois a tenu un blogue où il maintenait un dialogue avec des souverainistes et des nationalistes de tous horizons. Il entend faire en sorte que le PQ soit présent sur les blogues de nature politique et participer lui-même à ces échanges.

Le Devoir

Conseil des relations internationales de Montréal

L'union est préférable à la nation

Le haut-commissaire de Grande-Bretagne devise sur les mérites et inconvénients des deux systèmes politiques

L'intérêt national est-il une idée dépassée?, demande le haut-commissaire de Grande-Bretagne au Canada. En tout cas, pour lui, la nouvelle Europe tente de préserver les avantages de la nation tout en éloignant ses effets pervers et souvent destructeurs.

STÉPHANE BAILLARGEON

Après les attaques contre le nationalisme, en voici une nouvelle contre l'État-nation. Il y a quelques semaines, à Paris, le président Sarkozy a déchainé les passions en affirmant que le monde n'a pas besoin de «divisions supplémentaires» et en réduisant le mouvement souverainiste québécois à du «sectarisme».

Cette semaine, à Montréal, c'était au tour du haut-commissaire de Grande-Bretagne au Canada de réfléchir à haute voix sur la valeur rétrograde et anachronique de l'État-nation dans notre nouveau «monde mondialisé».

«Pour moi, l'Union européenne est extrêmement importante parce qu'elle offre un exemple de construction au-delà de la nation», a dit Anthony Joyce Cary dans sa conférence de mercredi midi précisément intitulée: *L'intérêt national: une idée dépassée?* Son excellence s'adressait aux membres du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

«L'Union européenne a créé un pôle de stabilité sur un continent extrêmement instable pendant des siècles et encore plus au XX^e siècle.»

À Ottawa, M. Cary habite dans l'ancienne maison de J. A. Macdonald, père fondateur du Canada, un État qui se cherche encore du point de vue national. «Pendant 400 ans, au moins depuis le traité de Westphalie [1648], l'État-nation a constitué la base des politiques étrangères, a observé d'entrée de jeu le diplomate. *L'aspiration nationale aussi. Quand une nation devenait trop puissante en Europe, comme la France de Napoléon, les autres s'alliaient contre elle.*»

Les guerres catastrophiques de la première moitié du XX^e siècle ont révélé la fragilité, l'instabilité et la dangerosité extrême de ce système finalement remplacé par un autre, celui de l'Union, «l'expérience la plus poussée de rapprochement [...] basée sur une communauté d'intérêts».

L'Europe ne se développe toutefois pas comme une sorte de super-État. Pour lui, la nouvelle Europe

cherche à conserver «ce qui est bien dans la nation», l'histoire commune et le but commun par exemple, tout en rejetant «ses aspects les plus néfastes», dont le chauvinisme, la xénophobie et le nationalisme extrême. Le haut-commissaire n'a pas tenté de positionner les disputes constitutionnelles canadiennes sur ce large spectre des idées nationalistes allant du positif au négatif.

C'est le cas en Grande-Bretagne par exemple. Les régions peuvent s'arrimer aux structures européennes, c'est là un autre aspect positif de cette union.»

Cela dit, les superstructures fédérales ou confédérales n'interviennent pas avec la même efficacité sur tous les plans. La collaboration s'avère possible sur des questions environnementales par exemple, a noté l'ambassadeur, mais sur des questions de sécurité par contre, les divisions semblent insurmontables, comme

l'a montré la guerre récente au Moyen-Orient.

«On touche à l'essentiel, a encore remarqué le conférencier. Aux États-Unis, la politique étrangère est au cœur de la formation du système. [...] Par contre, nous n'avons pas encore défini des institutions pour assumer une politique étrangère européenne. Même le Royaume-Uni ne parle pas d'une seule voix en cette matière. Talk softly and carry a big carrot: voilà le mot d'ordre de la politique étrangère de l'Europe.»

Le Devoir

EN BREF

CHRIS WATTIE REUTERS
Adil Charkaoui

Conditions adoucies

Adil Charkaoui a obtenu hier les modifications significatives à ses conditions de remise en liberté qu'il réclamait depuis quatre ans. Selon la juge de la Cour fédérale Danièle Tremblay-Lamer, les conditions de remise en liber-

té initiales de Charkaoui, qui fait l'objet d'un certificat de sécurité, ne sont plus justifiées avec le passage du temps. «Le danger à la sécurité nationale et à celle d'autrui est neutralisé», estime-t-elle. Charkaoui est considéré par les services de renseignement comme un homme

ayant «le profil» d'un agent dormant d'al-Qaïda qui aurait reçu un entraînement dans les camps d'Oussama ben Laden en Afghanistan, en 2001. «S'il avait le profil d'un agent dormant il y a neuf ans, il est évident qu'il ne pourrait en être de même aujourd'hui vu la publicité entourant son affaire.

De plus, il a l'appui de sa famille et de sa communauté. Il n'apparaît invraisemblable qu'il prenne le risque de les décevoir», estime la juge. Par conséquent, Charkaoui n'est plus obligé d'être accompagné de ses parents dans ses déplacements, de rester sur l'île de Montréal, de respecter

un couvre-feu et de se rapporter aux autorités toutes les semaines. Il pourra utiliser Internet, mais devra permettre la vérification de son ordinateur sans préavis. Par contre, son passeport reste confisqué, il ne peut porter d'armes et doit garder son bracelet de surveillance GPS. — *Le Devoir*

Écoles d'été des HEI



Inscrivez-vous!

- ✓ École internationale d'été sur les Amériques
Québec, du 10 au 16 mai 2009
- ✓ École internationale d'été sur les terrorismes
Québec, du 24 au 30 mai 2009
- ✓ École internationale d'été sur la diplomatie québécoise
Bordeaux, du 27 juin au 4 juillet 2009

Bienvenue aux professionnels
et aux étudiants des cycles supérieurs!

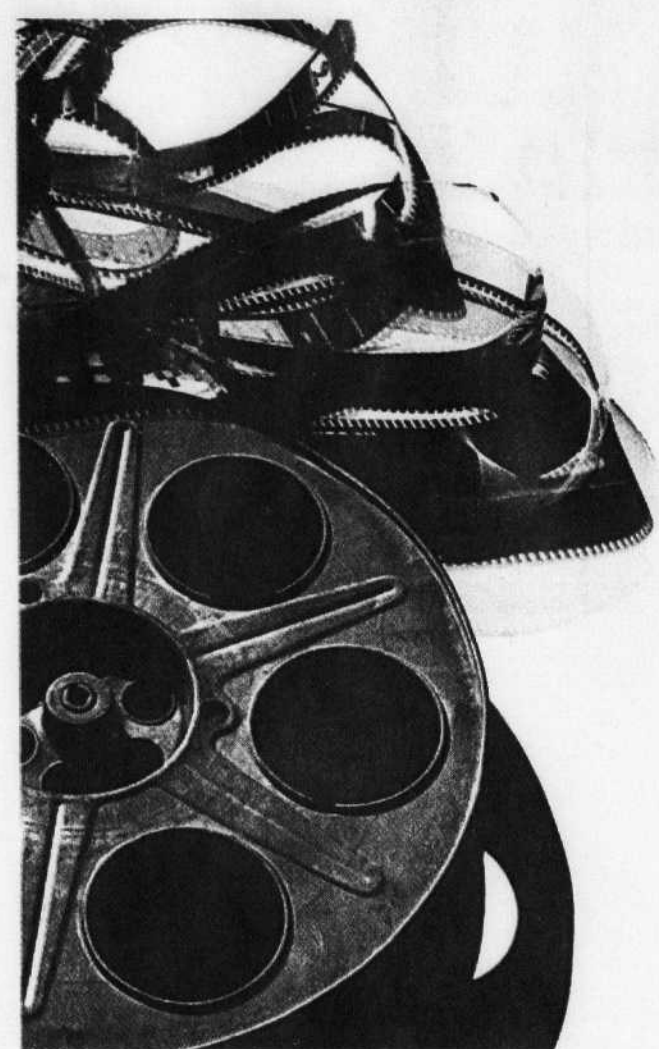
www.hei.ulaval.ca



Institut québécois
des hautes études internationales

Le parcours du combattant

Steven Soderbergh parle de son nouvel opus: Che



Depuis hier, le *Che* de Steven Soderbergh, film-fléuve consacré au célèbre révolutionnaire, est à l'affiche au Québec, où on peut l'apprécier dans sa version de 251 minutes plutôt que divisé en deux films distincts. Joint sur la côte Ouest américaine, le réalisateur, oscarisé en 2001 pour son film *Traffic*, a présenté avec éloquence sa dernière œuvre au Devoir.

FRANÇOIS LÉVESQUE

Steven Soderbergh surgit généralement là où on ne l'attend pas. Au très rentable *Ocean's Eleven* ont succédé l'expérimental *Full Frontal* et le méditatif *Solaris*; *Ocean's Twelve* a financé l'intrigant *Bubble* et l'exercice de style *The Good German*. Difficile de faire plus écec-

«J'essaie de faire un film comme j'aimerais le voir en tant que spectateur»

Après *Ocean's Thirteen*, on était en droit de s'attendre à l'inattendu. Arrive *Che*, biographie riche qui pousse le souci d'authenticité jusqu'à l'emploi de l'espagnol comme langue de tournage, celle du sujet. Ainsi, point d'acteurs jouant des Cubains par-

lant entre eux en anglais avec accent espagnol. «J'essaie de faire un film comme j'aimerais le voir en tant que spectateur», de dire le cinéaste. Allergiques aux sous-titres s'abstenir.

C'est Benicio Del Toro qui, pendant le tournage de *Traffic*, dont il était l'une des vedettes (rôle qui lui a valu l'Oscar du meilleur acteur dans un rôle de soutien), a fait part à Soderbergh de son rêve d'incarner Ernesto «Che» Guevara (rôle qui lui valut l'an dernier un autre prix: celui d'interprétation à Cannes!). Aucun scénario n'existait alors, aucune approche particulière n'était privilégiée. Réaliser le film relevait de l'impulsion; il fallut huit ans de travail pour qu'il voie enfin le jour. «Nous nous sommes initiale-



ment passionnés pour l'épisode bolivien et l'équipée fatale du Che là-bas parce qu'il s'agissait de la partie que nous connaissions le moins. Nous avons travaillé cet aspect, quelques années en fait, interviewant les trois survivants de cette campagne. Puis à un certain moment, il nous est apparu qu'il était essentiel de le voir se battre à Cuba pour être en mesure de bien comprendre pourquoi il croyait pouvoir gagner en Bolivie. Car au moment où tout s'effondre en Boli-

film. Tourné dans un noir et blanc évoquant l'idée du reportage d'époque, le segment fragmenté se pose en contrepoint avec la vie de cambrousse, frugale au possible, en plus d'illustrer la fascination que le Che exerçait déjà sur les foules et les médias.

Un artiste intègre

Or voilà, la source ne se tarissait pas. «L'information affluait sans cesse et, conséquemment, le projet gagnait en densité, en en-

«Nous nous sommes initialement passionnés pour l'épisode bolivien et l'équipée fatale du Che là-bas parce qu'il s'agissait de la partie que nous connaissions le moins»

gure, explique le cinéaste. D'une manière à l'autre, le scénario prenait de plus en plus d'ampleur, à tel point que j'ai commencé à m'inquiéter de la cohésion de l'ensemble. Mais comme tout ce que nous avions rassemblé était pertinent et que je n'arrivais pas à me décider, l'option du diptyque s'est tout à coup imposée puisque favorisant cette approche narrative épique — à ce stade une de mes rares certitudes — qui convenait au sujet.

Cette idée de servir le sujet est une clé dans la démarche de Soderbergh, qui a déjà affirmé ne pas s'intéresser à la question du film commercial versus le film d'auteur. Pour lui, c'est le sujet qui commande l'approche et certains ont une plus grande force d'attraction, tout simplement. *Che* constitue un cas intéressant puisque nous avons là une figure historique mythique encore très aimée et dont l'image est solidement ancrée dans la culture populaire.

Avec semblable sujet, il eût été facile d'opter pour le traitement hollywoodien classique qui, s'il ne constitue pas une garantie de succès, comporte assurément moins de risques. Pour Soderbergh, qui n'a pourtant aucun problème à œuvrer occasionnellement dans le giron des grands studios, la question ne se posait

pas. «J'essayais simplement de répondre à ce que je lissais, à ce qu'on me disait — ce que les personnes qui l'ont connu m'en disaient. Dès lors, la route à suivre se traçait d'elle-même puisque résultant de ce vaste enchevêtrement d'informations privilégiées, de données historiques et de témoignages.»

Ce respect du sujet va très loin. «Le film est mon impression de ce que ça devait être d'être près de lui. Dans cette optique, il m'apparaissait inapproprié de fabriquer du drame en ayant recours à la grammaire cinématographique traditionnelle. L'isoler dans un gros plan, par exemple, aurait selon moi été à l'encontre de ses valeurs, d'où le recours marqué aux plans moyens et larges. Il faut attendre d'être dans la salle de classe (de l'école du petit village bolivien où le Che sera finalement tué) pour finalement s'approcher.»

Autre choix visuel affirmé: le naturalisme de la photo. Dans la jungle de l'Amérique latine, d'autres cinéastes auraient volontiers opté pour une gamme chatoyante de verts croquants et des images baignées de soleil. Soderbergh, qui assure lui-même la direction photo de ses films sous différents pseudonymes, maîtrise très bien ce type d'éclairage, comme en témoignent *Out of Sight* et *Erin Brokovich*. Mais nenni: joli, mais pas compatible avec le sujet et son combat.

Steven Soderbergh ne rechigne pas à déstabiliser le spectateur ou à le dérouter. «Je n'ai certainement pas été aussi aventureux que Todd Haynes dans *I'm Not There* (qui porte sur la vie de Bob Dylan), mais je ne voulais pas non plus donner l'impression d'un truc à numéros, d'un produit formaté. J'ai plutôt tenté de faire en sorte que la forme épouse le sujet, en reflète la personnalité.»

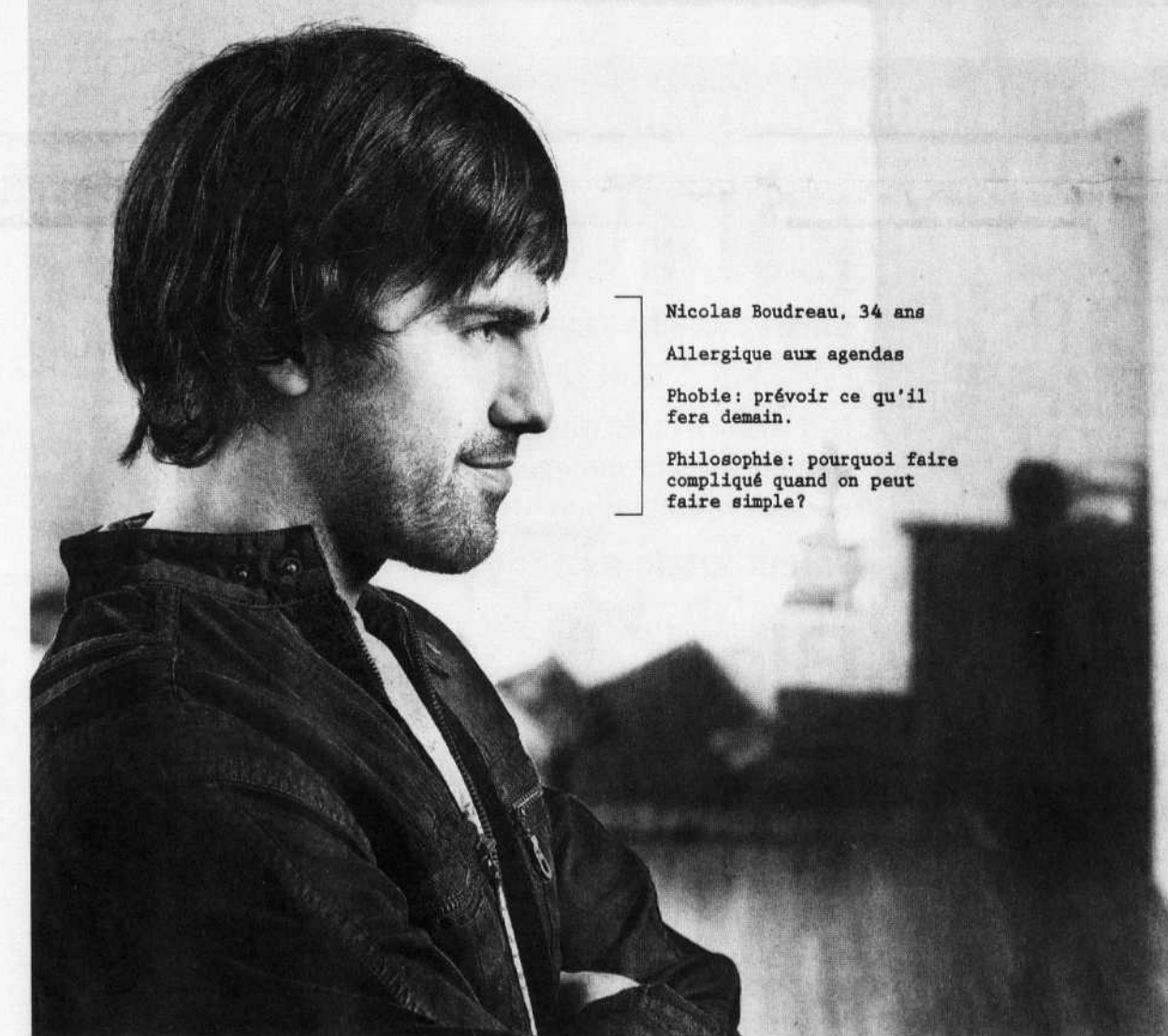
C'est tout à son honneur. Et ça fonctionne à merveille.

Collaborateur du Devoir



SOURCE FILMS SEVILLE

Boudreau



Nicolas Boudreau, 34 ans
Allergique aux agendas
Phobie: prévoir ce qu'il fera demain.
Philosophie: pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple?

DATE LIMITE: 2 MARS

MON PROFIL. MON REER.

Vous aimez quand c'est simple, il n'y a pas de raison qu'il en soit autrement pour vos placements. Avec les REER par versements périodiques, cotiser, ça se fait tout seul.

- Versements automatiques selon le montant et la fréquence choisis.
 - Permet d'épargner de façon régulière sans devoir y penser.
- Rencontrez votre conseiller de Desjardins sans tarder.

Pour vos REER, c'est plus qu'une banque. C'est Desjardins.

REER PAR VERSEMENTS PÉRIODIQUES
1 800 CAISSES desjardins.com/reer

Desjardins
Conjuguer avoirs et être

ÉCONOMISEZ LES 21 ET 22 FÉVRIER
10\$ À L'ACHAT DE
6 BOUTEILLES
DE VIN OU DE SPIRITUEUX
D'UNE VALEUR DE 10\$ ET PLUS

PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS



AVIS À NOS ABONNÉ(E)S

Comme bien d'autres entreprises, Le Devoir se doit de revoir sa grille tarifaire d'abonnements pour faire face aux augmentations des coûts de production et de distribution du journal et pouvoir continuer à vous offrir le meilleur service possible.

À compter du 1^{er} mars 2009, le prix des abonnements à durée libre payables par versements pré-autorisés (carte de crédit ou prélèvement bancaire) seront les suivants :

Prix régulier		Pour plus d'information, les abonnés sont invités à contacter notre service à la clientèle au 514 985 3355 ou au 1 800 463 7559 ou par courriel à l'adresse suivante : abonnements@ledevoir.com
Six jours	22,50 \$ par mois	
Samedi	11,00 \$ par mois	
Âge d'or		
Six jours	20,25 \$ par mois	
Samedi	9,90 \$ par mois	
Le prix des abonnements payables au camelot sera le suivant :		
Six jours	6,00 \$ par semaine	
Samedi	2,60 \$ par semaine	
Les taxes sont comprises dans ces prix		

LE DEVOIR

*Erratum : À noter que deux erreurs se sont glissées dans les éditions du samedi 14 février 2009 et du lundi 18 février 2009. Les prix des abonnements Âge d'or ne comprenaient pas les taxes. Toutes nos excuses.

LE MONDE

Nétanyahou chargé de former un gouvernement

Le Kadima et les travaillistes refusent pour le moment d'en faire partie

MARIUS SCHATTFNER

Jérusalem — Le chef de la droite en Israël, Benjamin Nétanyahou, hostile à la création d'un Etat palestinien, a été formellement chargé hier de former le gouvernement issu des législatives du 10 février.

D'emblée, M. Nétanyahou, 59 ans, a annoncé qu'il plaçait l'Iran en tête de ses priorités après avoir reçu du président israélien Shimon Peres une lettre lui confiant la tâche de former le gouvernement, à la présidence à Jérusalem. «Israël traverse une période cruciale et doit faire face à des défis colossaux. L'Iran cherche à se doter de l'arme nucléaire et constitue la menace la plus grave pour notre existence depuis la guerre d'indépendance» de 1948, a dit le chef du Likoud.

Assuré d'une majorité de 65 députés sur 120 grâce au soutien de l'extrême droite et des formations religieuses, M. Nétanyahou devra présenter son cabinet à la Knesset (Parlement) dans un délai de 28 jours, prolongeable de 14 jours. M. Nétanyahou s'est toutefois dit favorable à un gouvernement d'union «le plus large possible».

«Je lance un appel à Tzipi Livni et Ehoud Barak, les chefs du Kadima [28 sièges] et du parti travailliste [13], pour servir les rangs et agir ensemble. Vous serez les premiers que je rencontrerai afin de discuter de la formation d'un gouvernement d'union le plus large possible», a assuré le chef du Likoud (droite, 27 députés). Selon la radio publique, M. Nétanyahou et Mme Livni sont convenus de se rencontrer demain.

Lors de son précédent mandat comme chef du gouvernement (1996-1999), M. Nétanyahou avait été contraint à la démission à la suite de la défection des formations d'extrême droite qui lui reprochaient d'avoir cédé aux pressions des États-Unis en faisant des «concessions» aux Palestiniens. Selon les commentateurs, M. Nétanyahou entend cette



Le chef du Likoud s'est rendu hier au bureau du président Shimon Peres.

RONEN ZVULUN REUTERS

fois tout faire pour empêcher d'être pieds et poings liés à des alliés d'extrême droite dans un gouvernement «super-faucon» dont la politique, notamment vis-à-vis des Palestiniens, risquerait de provoquer des tensions avec les États-Unis. Il est ainsi prêt à être «généreux» envers Tzipi Livni proposant, selon les médias, les ministères des Affaires étrangères et de la Défense au Kadima.

Pour le moment, la ministre des Affaires étrangères sortante ainsi qu'Ehoud Barak, actuel ministre de la Défense, ont exclu de se rallier à un gouvernement dirigé par M. Nétanyahou.

Du côté palestinien, le président Mahmoud Abbas a affirmé qu'il ne traiterait pas avec le prochain gouvernement israélien s'il se dérobait à la paix, selon son porte-parole. À Gaza, le mouvement islamiste Hamas, dont M. Nétanyahou préconise le

renversement, a estimé qu'Israël avait opté pour un dirigeant «plus extrémiste» que le premier ministre sortant Ehoud Olmert. Le Département d'État américain a réagi en signalant la volonté des États-Unis de travailler avec le prochain gouvernement «quelle que soit sa composition».

Catégoriquement opposé à l'origine aux accords sur un régime d'autonomie palestinienne conclus en 1993, M. Nétanyahou en avait réduit la portée lorsqu'il était au pouvoir, pour relancer à grande échelle la colonisation juive dans les territoires palestiniens. Hostile à la création d'un Etat palestinien qui disposerait d'une réelle souveraineté, il a maintenu le flou sur ses intentions lors de sa dernière campagne électorale.

Agence France-Presse

Reprise de l'enquête sur le meurtre d'Anna Politkovskaïa

VICTORIA LOGUINOVA

Moscou — Un juge russe a demandé hier la reprise de l'enquête sur le meurtre de la célèbre journaliste Anna Politkovskaïa, au lendemain de l'acquiescement des suspects de son assassinat, alors que des défenseurs des droits de la personne craignent que le crime ne soit jamais résolu.

«Étant donné que les jurés ont décidé que les frères [Djabrail et Ibraguim] Makhmoudov et Sergueï Khadjikourbanov ne sont pas impliqués dans ce crime, l'affaire doit être renvoyée au Comité d'enquête du parquet russe, dans le but de retrouver les personnes impliquées», a déclaré le juge Evgueni Zoubov, chargé de l'affaire Politkovskaïa, cité par Interfax.

Le magistrat a entériné hier le verdict des jurés qui avaient acquitté la veille à Moscou quatre complices présumés de cet assassinat, à l'issue d'un procès qui n'a pas permis de faire la lumière ni sur les motifs du crime, ni sur l'identité du commanditaire. Le Parquet a indiqué qu'il ferait appel.

Les deux frères Makhmoudov, tchéchènes, soupçonnés d'avoir surveillé les déplacements d'Anna Politkovskaïa et d'avoir conduit sur les lieux du crime le tueur présumé, leur frère Roustam, en fuite, ont été libérés.

L'ancien policier Sergueï Khadjikourbanov, soupçonné d'avoir organisé la logistique de l'assassinat, et l'ex-agent du FSB (Services fédéraux de sécurité) Pavel Riagouzov, jugé pour extorsion et abus de pouvoir, ont également été acquittés.

L'Union des journalistes russes a salué dans un communiqué le lancement d'une nouvelle enquête. Même si le procès «s'est terminé par un échec total», il est maintenant impossible «d'éviter la question principale: qui a commandité le meurtre de notre camarade et collègue, et pourquoi», a estimé l'Union.

Des défenseurs russes des droits de la Personne ont cependant émis des doutes sur les chances de succès d'une nouvelle enquête.

«J'aimerais croire que les coupables seront retrouvés, mais je ne suis pas sûre que ce sera le cas», a estimé Lioudmila Alexeïeva, présidente du groupe Helsinki, interrogée par l'AAPP.

Agence France-Presse

CONCOURS EXPO MANGER SANTÉ 2009



LE DEVOIR

Courez la chance de gagner

l'un des 5 prix offerts par nos partenaires:
Des certificats-cadeaux et des produits de haute qualité
Valeur totale de 1250\$.

Bio-K+
CL1285®

Le plus puissant des probiotiques



Herboristerie



Aliments Biologiques



Ma conception de la vie

Venez nous visiter et déposer votre coupon à:

Expo Manger Santé et Vivre Vert de Montréal du 13 au 15 mars 2009

au kiosque à l'entrée de l'Expo au Palais des Congrès

Vous pouvez également retourner votre coupon à l'adresse suivante:
Le Devoir, Concours Expo Manger Santé
au 2050, rue de Bleury, 9e étage
Montréal (Québec), H3A 3S1

Le tirage aura lieu le vendredi 20 mars 2009 à 15 h aux locaux du Devoir.

Les coupons de participation envoyés par la poste doivent parvenir au journal Le Devoir avant le mercredi 18 mars à 17 h 30.

5 prix de 250\$ chacun.

Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe. Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées. Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir.

CONCOURS EXPO MANGER SANTÉ 2009

Nom: _____

Adresse: _____ Ville: _____

Code postal: _____ Courriel: _____

Téléphone: (rés.) _____ (bur.) _____

Question: Nommez un des porte-parole de l'Expo Manger Santé 2009

Abonné(e): oui non

Cochez si vous ne désirez pas recevoir de sollicitation du Devoir

LE DEVOIR

salons | santé
bonne forme
style de vie

20-21-22
février

Place Bonaventure
Montréal

Bonaventure

Conférences
Présentations

Plusieurs prix à gagner

Consultez le site Internet pour l'horaire et tous les détails

www.salonsfv.com

VENDREDI 14h à 20h
 SAMEDI 10h à 18h
 DIMANCHE 10h à 17h

eska

MIEUX-ÊTRE

Interence

Centre universitaire de santé McGill
McGill University Health Centre

Blakes

98.5fm

Q92

CKOI 106.9 FM

FASHION
FASHIONMAGAZINE.COM

LE MONDE



Les soldats américains de la compagnie Alpha mènent des opérations dans la province de Kunar.

Une vingtaine de pays veulent accroître leur contribution en Afghanistan

JULIEN TOYER

Cracovie — Une vingtaine de pays de l'OTAN se sont engagés à accroître leur contribution, civile ou militaire, en Afghanistan, a annoncé hier le secrétaire à la Défense américain, Robert Gates.

Ce dernier s'exprimait à l'issue d'une réunion des ministres de la Défense de l'Alliance atlantique, au cours de laquelle une approche plus régionale de la question afghane, impliquant le Pakistan, la Russie et l'Iran, a également été évoquée.

«Il y a eu de nouveaux engagements pris au cours des deux derniers jours, civils et militaires. Quelque 20 pays ont annoncé au cours de la réunion qu'ils allaient augmenter leur contribution», a déclaré Robert Gates à l'issue de la rencontre.

«Nous faisons une contribution additionnelle substantielle sur le plan militaire et si d'autres pays ne sont pas en mesure de renforcer leur engagement militaire, alors ils sont décidés et ils sont en mesure de faire une contribution sur le plan de la stabilité, de la gouvernance, du développement», a-t-il continué lors d'une conférence de presse.

Après la décision cette semaine de Barack Obama de dépêcher sur place quelque 17 000 soldats supplémentaires, Washington souhaitait que ses alliés de l'Alliance fassent un geste.

S'il s'est montré satisfait de la réponse européenne, le chef de la Défense américaine n'en a pas moins indiqué que des demandes concrètes seraient formulées aux États membres d'ici le sommet du 60e anniversaire de l'Alliance, qui se tient début avril à Strasbourg et à Kehl.

«Notre nouveau président n'a encore rien demandé à personne. Nous ferons ces demandes avant le sommet de l'OTAN [...]. Mais rien n'a encore été décidé», a dit Gates, tout en précisant s'attendre à ce que de nouvelles contributions «significatives» soient réalisées en lien avec cette échéance.

Alors que Washington et l'Alliance atlantique considèrent que 10 000 hommes supplémentaires, dont 3000 Européens, sont nécessaires pour assurer le bon déroulement du scrutin présidentiel afghan, prévu pour août, aucun des 26 États membres n'a pris d'engagement concret en hommes à Cracovie.

Seuls l'Allemagne et l'Italie ont fait un effort, en marge de la réunion. Berlin a accepté jeudi le

principe d'envoyer des soldats supplémentaires dans le cadre de ces élections et pourrait, selon des diplomates, porter sa contribution totale à 4200 hommes.

L'Italie a de son côté annoncé mercredi qu'elle était disposée à faire passer son contingent de 2300 à 2800 soldats avant la fin avril.

La France, qui maintient à l'heure actuelle quelque 3400 soldats en Afghanistan, a quant à elle répété qu'elle n'envisageait pas d'augmenter ce contingent à court terme.

L'Espagne ou encore la Grande-Bretagne reçoivent également à dépêcher de nouvelles troupes sur place, estimant que leur contribution est déjà importante et qu'il revient à d'autres pays de bouger avant toute nouvelle décision de leur part.

En ouverture de la réunion, le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, avait pourtant estimé que de nouvelles contributions des 41 pays engagés en Afghanistan étaient indispensables pour améliorer le bilan décevant de l'Alliance atlantique dans le pays.

Au-delà des forces civiles ou militaires nécessaires à la stabilisation et au développement de l'Afghanistan, la réunion de Cracovie a également été l'occasion d'évoquer une approche plus régionale de la question afghane.

«On a peut-être considéré l'Afghanistan de manière trop isolée pendant trop longtemps. Nous n'avons pas suffisamment prêté attention à la dimension régionale», a indiqué Jaap de Hoop Scheffer, lors de la conférence de presse finale.

Cette approche élargie doit prendre en compte à la fois la Russie, mais aussi le Pakistan et, à terme, l'Iran.

«Dans le contexte régional, je pourrais envisager que l'Iran soit impliqué à un moment dans le temps, pas du jour au lendemain, dans ce dialogue [...] que l'Iran soit concerné par l'approche régionale», a-t-il expliqué.

Il s'était auparavant déclaré favorable à la reprise du dialogue OTAN-Russie et, jeudi, il avait également fait de la stabilité du Pakistan un point clé de la mission des troupes de l'Alliance dans l'Afghanistan voisin.

«Nous approfondissons notre coopération avec le Pakistan parce que les mêmes personnes essaient de déstabiliser la situation aussi bien en Afghanistan qu'au Pakistan», avait-il fait valoir.

Reuters

Étape chinoise d'une tournée asiatique

Pour Hillary Clinton, l'économie passe avant les droits de la personne

LACHLAN CARMICHAEL

Pékin — La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a débuté hier la dernière étape de sa tournée asiatique en Chine, où elle entend que la question sensible des droits de la Personne occulte pas les discussions sur la crise économique mondiale ou le changement climatique.

Aujourd'hui, la journée sera particulièrement chargée, puisqu'elle doit rencontrer le président Hu Jintao, le premier ministre Wen Jiabao et son homologue Yang Jiechi.

«Les administrations [américaines] successives et les gouvernements chinois ont été agités par cette question [des droits de l'Homme] et il faut que l'on continue à faire pression. Mais [cela] ne doit pas interférer avec la crise économique mondiale, le changement climatique et la sécurité», a dit le chef de la diplomatie américaine en quittant Séoul pour Pékin.

«Nous devons avoir un dialogue qui conduise à une compréhension et une coopération sur chacun» de ces sujets, a ajouté Hillary Clinton.

«Nous ne savons pas encore comment nous allons dialoguer sur la crise économique et les problèmes de sécurité» comme les extrémismes en Afghanistan et au Pakistan, a-t-elle également expliqué.

«Si nous parlons de cela, c'est en grande partie parce que c'est là que se trouvent les occasions d'échanges. Cela ne veut pas dire que nous sommes moins préoccupés» par la question des droits de la personne en Chine, a-t-elle encore dit.



Mme Clinton est arrivée hier à Pékin.

Pékin est la quatrième et dernière étape de la tournée asiatique de Mme Clinton, après la Corée du Sud, l'Indonésie et le Japon, et son premier déplacement à l'étranger en tant que membre de l'administration de Barack Obama.

En Corée du Sud, Mme Clinton a appelé la Corée du Nord à cesser ses provocations et sa «guerre des mots».

La Chine, proche alliée du régime de Pyongyang, est également l'hôte des négociations à six pays (les deux Corées, les États-Unis, le Japon, la Chine et la Russie) pour obtenir l'élimination des armes et des programmes nucléaires nord-coréens. Les discussions sont actuellement au point mort.

Avant sa tournée, Hillary Clinton a déjà plaidé pour un dialogue plus large avec Pékin

pour se distinguer de l'administration Bush, qui s'était concentrée sur les questions économiques.

Climat

Mme Clinton souhaite une plus grande coopération dans des domaines comme la sécurité régionale et la lutte contre le réchauffement climatique ou les maladies pandémiques. La secrétaire d'État américaine est accompagnée à Pékin de son émissaire spécial pour le réchauffement climatique, Todd Stern.

Le président George W. Bush avait toujours rejeté toute contrainte qui ne pèserait pas aussi sur les économies émergentes comme la Chine ou l'Inde, mais son successeur Barack Obama a décidé de s'impliquer plus dans la lutte contre le réchauffement climatique.

La Chine et les États-Unis sont les deux plus grands émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre.

Les questions économiques continueront cependant à occuper une place de choix. Mme Clinton a souligné hier qu'elle ne considérait pas le géant asiatique comme une menace dans ce domaine. Les première et troisième économies mondiales doivent collaborer, a-t-elle dit.

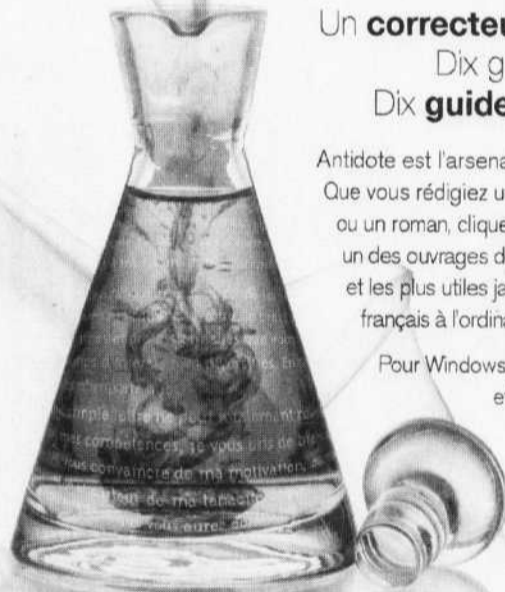
«L'émergence de la Chine n'est pas en soi une menace pour les États-Unis», a-t-elle déclaré à CNN.

«Le fait que l'économie chinoise dépend fortement du consommateur américain a été une grande source de croissance pour la Chine», a-t-elle relevé.

Agence France-Presse

Washington souhaite que ses alliés de l'Alliance atlantique fassent un geste en envoyant plus de soldats

Écrivez prudemment !



Un correcteur grammatical
Dix grands dictionnaires
Dix guides linguistiques

Antidote est l'arsenal complet du parfait rédacteur. Que vous rédigez une lettre, un courriel, un rapport ou un roman, cliquez sur un bouton et voyez s'ouvrir un des ouvrages de référence parmi les plus riches et les plus utiles jamais produits. Si vous écrivez en français à l'ordinateur, Antidote est fait pour vous.

Pour Windows, Mac OS X et Linux. Les guides et les dictionnaires d'Antidote sont aussi offerts sur l'iPhone. Pour les compatibilités, la revue de presse et les revendeurs, consultez www.druides.com/antidote.

DRUIDE
Informatique
www.druides.com

Antidote



Faire les bons choix

Développement durable • Finance socialement responsable
Maintien et création d'emplois • Épargne-retraite peu coûteuse

30% de crédits
d'impôt
+ REER

ÇA, C'EST GARANTI !

Renseignements et coordonnées de nos bureaux :
514 525-5505
1 800 253-6665
www.fondation.com

Adhésion en ligne • Prêt REER

Date limite pour souscrire : 2 mars 2009

FONDATION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

Ceci ne constitue pas une offre publique de valeurs. Veuillez lire le prospectus simplifié de Fondation, notamment les sections portant sur les dispositions relatives aux aspects fiscaux. Le prospectus est disponible à nos bureaux ou dans notre site Internet.

LE MONDE

Robert Fisk, le baroudeur qui dénonce

Le journaliste britannique a couvert le Moyen-Orient pendant 33 ans. La «grande aventure» a fini par tourner à la «malédiction», mais si c'était à refaire, il dirait oui.

CLAUDE LÉVESQUE

Robert Fisk n'hésite pas à employer des expressions fortes, que ce soit dans ses reportages et ses chroniques, publiés dans le quotidien britannique *The Independent*, ou en entrevue à Montréal où il est de passage.

Dans l'entretien qu'il vient d'accorder au *Devoir*, le grand reporter, spécialiste du Moyen-Orient où il aura bientôt passé 33 ans de sa vie, utilise souvent des mots comme «scandale» et «indignation».

«Quand vous avez vu les preuves de crimes internationaux massifs, commis par tous — il n'y a pas de bons gars —, vous devez les dénoncer, c'est un devoir de dire "c'est scandaleux, c'est une disgrâce, c'est un crime de guerre" et si ça dérange les Israéliens, les Syriens ou les Égyptiens, tant pis! lance-t-il. J'ai séjourné au Moyen-Orient assez longtemps pour reconnaître un crime de guerre quand j'en vois un. Je n'ai pas peur de dire ce que je pense et ce que je vois.»

Cette attitude lui a valu de se faire quelques ennemis, surtout dans ce Moyen-Orient dont il entrevoyait l'avenir avec un certain pessimisme — ses détracteurs diront plutôt avec cynisme. Des ennemis, il s'en est même fait quelques-uns au Québec, après avoir pris dans un article la défense d'une chroniqueuse de Toronto qui avait expliqué les tueries de Polytechnique et de Dawson par l'attitude que nous avons à l'endroit des immigrants. Il s'en était même pris à une caricature du *Devoir*. Cela ne l'a pas empêché jeudi d'avoir des bons mots pour votre quotidien, même s'il trouve qu'«un journal portant un tel nom ne se vendrait jamais en Grande-Bretagne».

Israël-Palestine

Robert Fisk a couvert, d'abord pour *The Times*, puis pour *The Independent*, l'invasion soviétique en Afghanistan, la révolution khoméniste en Iran, la guerre entre l'Iran et l'Irak, la guerre en Bosnie, de nouveau l'Afghanistan (où il a interviewé Oussa-

ma ben Laden), le conflit israélo-palestinien et le Liban, où il a toujours son domicile.

La Maison-Blanche de Barack Obama aidera-t-elle à trouver une solution à l'interminable conflit entre Israël et les Palestiniens? «Non, absolument pas. Obama a fait le voyage pré-électoral habituel en Terre sainte, comme il est convenu de l'appeler, il a parlé 45 minutes avec les Palestiniens et 24 heures avec les Israéliens.»

«Les relations entre Israël et les États-Unis sont bétonnées, ajoute-t-il, prononçant ce dernier adjectif en français.

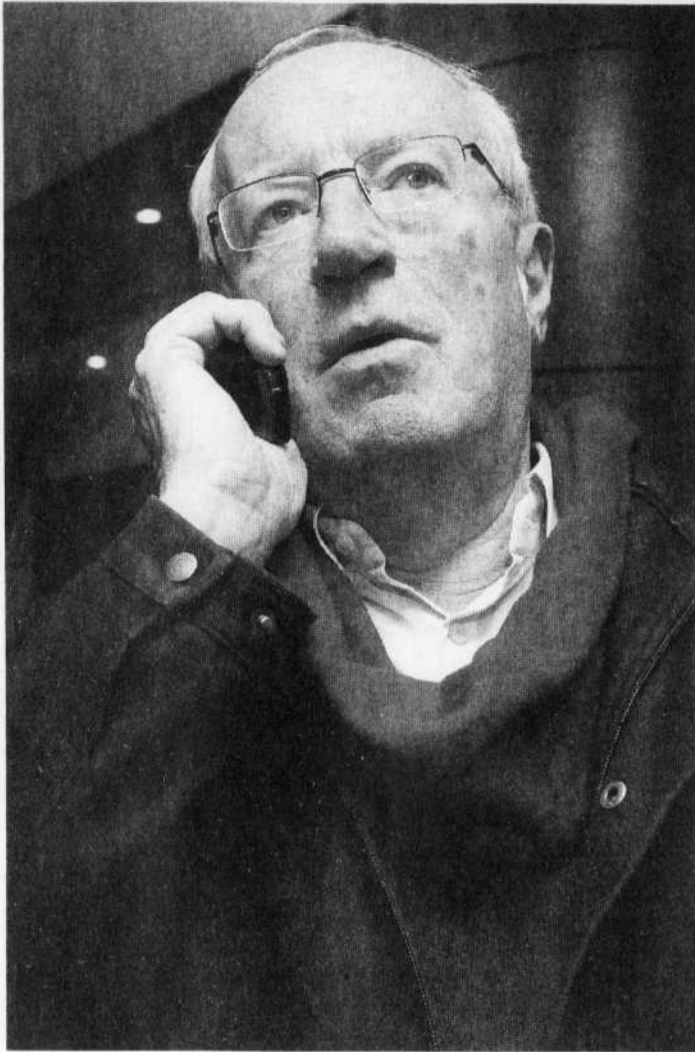
«Obama est très intelligent. [...] Il comprend le Moyen-Orient. Mais il ne peut rien faire car ce n'est pas dans les prérogatives du président des États-Unis de faire pression sur Israël. Tous les membres du Congrès qui ont essayé de critiquer Israël ont été chassés à cause du lobby israélien. Non, oubliez Israël, c'est plutôt le lobby du Likoud», affirme-t-il.

Alors que les tractations politiques se poursuivaient en Israël après les récentes élections législatives, Robert Fisk prévoyait des «problèmes sérieux» si l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman, qui propose de soumettre les Arabes israéliens à un test d'allégeance, entre au conseil des ministres.

«Imaginez si ça arrivait au Canada. Que diraient les Québécois? Et si ça arrivait aux États-Unis? Que diraient les Noirs, que dirait Obama?»

Il a encore moins confiance en Hillary Clinton — «que fait-elle en Indonésie alors qu'un drame se déroule au Proche-Orient?» — et trouve carrément ridicule son ancien premier ministre et actuel émissaire du «Quartette» pour le Proche-Orient, Tony Blair, qui fait état de sa foi religieuse après avoir proféré en 2003 «tous ces mensonges» pour lancer son pays dans la guerre en Irak.

Robert Fisk voit en revanche dans l'offre américaine de dialogue avec l'Iran un pas dans la bonne direction «mais pas avec [l'actuel président iranien] Ahmadinejad, un "crackpot". Mais il n'y a pas de raison pour



Le célèbre reporter a prononcé plusieurs conférences à Montréal au cours de la semaine.

qu'Obama ne rencontre pas Khatami», le successeur probable d'Ahmadinejad, croit-il.

Accusations d'antisémitisme

Les écrits de Robert Fisk lui ont valu à plusieurs reprises d'être qualifié d'«antisémite», une accusation qu'il rejette énergiquement, promettant de poursuivre pour diffamation qui conque la portera publiquement. Le journaliste rappelle qu'il a aussi été caricaturé par un journal arabe sous les traits d'un chien enragé après avoir enquêté sur la torture dans les prisons égyptiennes.

«Je ne crois pas au journalisme 50-50, qui accorde un "temps égal»

à toutes les parties», explique-t-il. Le Moyen-Orient n'est pas un jeu de photos, c'est une tragédie, c'est du sang. Si vous couvriez le trafic des esclaves au XVIII^e siècle, vous ne donneriez pas le temps égal au capitaine du bateau négrier. Je pense que nous devons être neutres et sans parti pris, mais du côté de ceux qui souffrent. Il ne suffit pas de dire: untel a dit ceci, untel a dit cela. J'étais présent juste après un attentat suicide à Jérusalem et quand je suis arrivé sur la scène, il y avait une femme israélienne et son enfant grièvement blessés; est-ce que je vais consacrer la moitié de mon reportage à citer le président du djihad islamique? La même chose s'appliquait à Sabra et Chatila en 1982.»

Robert Fisk se dit heureux de travailler pour un média qui lui donne toute la liberté voulue. «Je ne risquerais pas ma vie dans des guerres si je ne pouvais publier ce que crois être la vérité», dit-il, ajoutant n'avoir été censuré qu'une seule fois, en 1988. Il avait alors quitté la rédaction du *Times* pour se joindre à celle de *The Independent*.

Quand il s'est vu offrir le poste de correspondant au Moyen-Orient, il y a bientôt 33 ans, Robert Fisk y a vu «une grande aventure: je me sentais comme un écologiste».

«À un certain point, probablement pendant la guerre Iran-Irak, après avoir vu tant de morts, j'ai trouvé que cette aventure tournait à la malédiction.» Il dit cependant qu'il prendrait la même décision si c'était à refaire.

Ben Laden

À la blague, Robert Fisk confie qu'il aurait aimé interviewer «Conrad Black, le jeune Mussolini et Vladimir Poutine». «J'ai manqué Mussolini et je ne suis pas sûr de rencontrer Black ou Poutine.»

Ce qui n'est pas une blague, c'est qu'il a rencontré un autre coquin célèbre, le chef d'al-Qaïda, Oussama ben Laden, d'abord au Soudan, puis en Afghanistan.

«Je l'ai interrogé sur la guerre contre les Russes. Je voulais savoir comment il est devenu ce qu'il est devenu. Il a parlé de sa sérénité devant les obus. Il n'avait plus peur de la mort, sa religion était trop forte.»

Lors d'une rencontre ultérieure en Afghanistan, Ben Laden s'est vanté d'avoir détruit l'Union soviétique avec ses compagnons. «Il exagère, mais il y avait une part de vérité. Et puis il a dit: "Je prie le bon Dieu qu'il nous permette d'ébranler l'Amérique pour qu'elle devienne l'ombre de ce qu'elle a été. Quand j'ai vu plus tard les photos de Manhattan, je me suis dit: c'est Ben Laden. Je ne suis pas partisan des théories de la conspiration. Bush a bousillé tout ce qu'il a entrepris au Moyen-Orient. Pensez-vous qu'il a pu faire le 11-Septembre?", conclut Robert Fisk»

Le Devoir

EN BREF

Le Hamas aurait écrit à Obama

Washington — Un responsable du département d'État a confirmé hier que le sénateur américain John Kerry s'était vu remettre à Gaza une lettre du mouvement radical palestinien Hamas destinée au président américain Barack Obama. Un porte-parole à Gaza du Hamas a cependant démenti l'existence de cette lettre. Le responsable du département d'État a précisé que le consulat américain examinait le contenu de la lettre, qui se trouvait au milieu d'une série de documents remis jeudi au sénateur Kerry par un responsable de l'ONU lors de sa visite dans la bande de Gaza. — AFP

Essai nucléaire en Corée?

Londres — La Corée du Nord s'approprierait à un tir d'essai de missile balistique de moyenne portée à la fin du mois, a indiqué hier la publication spécialisée sur la défense *Jane's*. Selon des experts du *Jane's*, des images satellite prises mercredi indiquent que Pyongyang est en train de se préparer au lancement soit d'un missile de type Taepodong-2 soit d'une fusée porteuse de type Paektusan 2. «Il y a une augmentation significative des activités de préparation pour un lancement sur le site de Musudan-ni», a déclaré au magazine un analyste Joseph Bermudez. — AFP

Rangoon devrait libérer 6000 prisonniers

Rangoon — La junte militaire au pouvoir en Birmanie va libérer plus de 6300 prisonniers afin de leur permettre de participer aux élections l'an prochain, a annoncé hier la télévision officielle, au lendemain d'une visite d'un responsable de l'ONU pour les droits de l'homme. La télévision n'a pas précisé si ces libérations, qui interviendront à partir de samedi, concerneraient les quelque 2000 prisonniers politiques birmanes, mais le principal parti d'opposition a estimé que certains d'entre eux pourraient être relâchés. — AFP



277, av. Laurier O.
514-270-6154

SOLDES 60%

JUSQU'À

SHIRT PASSION
CONVERSE
RAMOSPORT
KALI ORÉA
NORMA KAMALI
TOMBOLINI
QUI
BANDOLERA
VERTIGO
YUKA

THIERRY MUGLER
REPORTER
NAVIGARE
TORRAS
TARENTINO
TOMBOLINI
CANTARELLI SARTORIA
FABIO INGHIRAMI
GALLOTTI
CORTIGIANI

COSTUMES KENNETH COLE
EN VENTE 299\$



Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999

doice doice

WOMAN UOMO

Centre de Commerce Mondial
5107, av. du Parc
(angle Laurier)
514-277-7558

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ,
LE GUIDE DE VOS SOIRÉES

Graat dans Le Devoir du samedi

LE DEVOIR



LA ROMANA
1168 \$
OASIS CANOA ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
CHAMBRE 1 9 MARS

MANZANILLO
1348 \$
TESORO MANZANILLO
RESORT & SPA ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
CHAMBRE DE LUXE 1 5 MARS

JAMAÏQUE
1498 \$
GRAND PALLADIUM LADY
HAMILTON CLUB IMPÉRIAL ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
SUITE 3R CLUB IMPÉRIAL 1 8 MARS

RIVIERA MAYA
1698 \$
GRAND SUNSET RIVIERA PRINCESS
ALL SUITES RESORT & SPA ★★★★★
7 NUITS TOUT INCLUS
CHAMBRE 1 8 MARS

VOYAGES EN DIRECT.COM 1 877 877-8812

Participez à notre concours:
Emmenez 3 de vos amis dans le sud,
détails sur le site web.

Prix excluant le 3,50\$/100\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

LE MONDE

Accord sur des pourparlers en vue d'un traité sur la pollution au mercure

Nairobi — Les ministres de l'Environnement et délégués de 140 pays ont décidé vendredi à l'unanimité à Nairobi d'ouvrir des négociations sur un traité limitant la pollution par le mercure, lors du conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

«Les gouvernements ont unanimement décidé de lancer des négociations sur un traité international sur le mercure» pour s'occuper des rejets d'un «polluant qui menace la santé de millions» de personnes, «des fœtus aux bébés en passant par les orpailleurs et leurs familles», indique le PNUE dans un communiqué publié à l'issue de son conseil d'administration.

Dans l'attente d'un traité, les gouvernements ont également convenu de la nécessité d'instaurer «un partenariat mondial sur le mercure» à cause du danger que représente ce métal lourd pour «la santé humaine et l'environnement», selon la même source.

Menace mondiale

Il n'existe jusqu'à présent aucun instrument juridique mondial pour limiter la pollution par le mercure, métal hautement toxique qui a des effets désastreux sur la santé humaine, en particulier sur les systèmes nerveux et endocriniens, et que l'organisme ne peut pas éliminer.

La menace est mondiale et elle compromet la santé de millions de personnes jusque dans l'Arctique à cause des rejets dans l'atmosphère, l'eau et les sols.

L'Europe et les États-Unis ont déjà pris des mesures pour interdire à terme l'exportation du mercure. Le dossier a débouqué plus rapidement que prévu la semaine dernière au cours de la rencontre internationale lorsque les États-Unis, qui avaient jusqu'ici paralysé l'avancement du dossier, se sont prononcés pour une accélération du tempo en vue d'en arriver à un traité international.

Le PNUE a mené d'intenses discussions sur ce fléau depuis sept ans, ce qui représente «le premier effort mondial coordonné pour lutter contre la pollution au mercure», a souligné à l'occasion de la réunion de Nairobi son directeur, Achim Steiner.

Sur les 6000 tonnes de mercure rejetées chaque année dans l'environnement, environ 2000 tonnes proviennent de centrales électriques au charbon ou de la combustion du charbon dans les foyers.

Lacs suédois

En Suède, quelque 50 000 lacs abritent des brochets avec des niveaux de mercure dépassant les limites internationales en matière de santé.

Au Canada, chaque fois qu'on construit un réservoir hydroélectrique, les poissons sont contaminés pendant une génération humaine à cause de la libération dans l'eau du mercure accumulé dans les sédiments, en plus de celui que collectent ces grandes surfaces créées par les humains.

Les mines d'or sont également en cause: en Amérique latine et en Asie, l'utilisation du mercure dans l'extraction artisanale du métal jaune a déjà fait des millions de victimes parmi les mineurs et les populations riveraines qui s'alimentent avec les espèces contaminées.

Le Devoir et l'Agence France-Presse

SRI LANKA

«Raid aérien» des rebelles sur Colombo

AMAL JAYASINGHE

Colombo — Les rebelles séparatistes tamouls ont mené hier soir une attaque aérienne sur Colombo, la capitale sri-lankaise, avec deux avions légers, faisant au moins deux morts et 44 blessés, ont annoncé des sources militaire et hospitalière.

Au moins deux personnes ont été tuées et 44 blessées, selon un médecin du principal hôpital de Colombo où ils ont été transportés après qu'un des avions eut largué une bombe sur le bâtiment principal du Trésor public.

L'aviation sri-lankaise a indiqué qu'elle avait abattu l'un des appareils alors qu'il tentait de s'éloigner de la capitale, tandis que la carlingue du deuxième a été retrouvée à l'intérieur du bâtiment. Le seul aéroport international du pays a été fermé brièvement et les vols détournés sur des aéroports de l'Inde voisine, ont indiqué des responsables.

Canons antiaériens

Le porte-parole de l'armée de l'air, Janaka Nanayakkara, a indiqué que des canons antiaériens avaient abattu un des appareils légers des Tigres de libération de l'Éelam tamoul (LTTE, mouvement séparatiste) à proximité



Des soldats ont été dépêchés sur le site de l'écrasement d'un des avions.

de l'aéroport international où les militaires disposent de leur principale base aérienne.

«L'un des avions des Tigres a été abattu près de Katunayake», a indiqué M. Nanayakkara ajoutant que le corps du pilote avait été retrouvé par des militaires.

Selon le porte-parole militaire, Udaya Nanayakkara, les rebelles

ont largué une bombe sur le bâtiment principal du Trésor public qui a pris feu. Plusieurs étages ont été détruits. Le bâtiment est situé près du quartier général de l'armée de l'air et d'un hôtel luxueux. Toutefois, aucun ressortissant étranger ne figurait au nombre des victimes.

Des habitants de Colombo ont

raconté qu'ils avaient entendu des explosions juste après que l'électricité eut été coupée sur ordre des autorités plongeant dans le noir la ville d'un demi-million d'habitants.

Des responsables militaires ont annoncé qu'ils avaient eu recours à des canons antiaériens dans plusieurs parties de la ville

alors qu'ils traquaient deux avions du LTTE. Ceux-ci avaient décollé d'une étroite bande de terre qu'ils contrôlent encore dans le nord-est de l'île. La dernière attaque aérienne des Tigres sur la capitale avait eu lieu en octobre et avait visé une centrale électrique. Elle n'avait cependant pas fait de victimes.

La principale attaque aérienne avait eu lieu en septembre. Elle avait eu pour objectif une base militaire dans le nord de l'île causant des dégâts considérables et tuant une dizaine de personnes.

Deux semaines plus tôt, les rebelles avaient attaqué la ville de Trincomalee, port situé dans le nord-est, visant la marine sri-lankaise. Au moins quatre personnes avaient été tuées et dix autres blessées.

Les Tigres disposeraient de cinq appareils Zlin-143 de fabrication tchèque, parvenus en contrebande dans l'île en pièces détachées puis assemblés sur place.

Ce raid aérien intervient alors que les forces gouvernementales affirment qu'elles ont complètement anéanti les capacités aériennes des Tigres.

Agence France-Presse

POUR ÉPARGNER, VOUS ÊTES À LA BONNE PLACE.

LE NOM LE DIT. ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC.

Découvrez nos produits d'épargne et de retraite:

- Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations à escompte • Obligations Sécuri+ • Obligations boursières
- Obligations d'épargne • Épargne Flexi-Plus • Plan Épargne Périodique par prélèvements

BONI
DE
1%

la première année
pour les nouveaux
fonds REER

- + Capital garanti à 100 % par le gouvernement du Québec.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

VOTRE
REER
GARANTI
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements
Québec

ACTUALITÉS

TERRAIN

SUITE DE LA PAGE 1

(devant la porte centrale) jusqu'aux fortifications, en passant évidemment par le rond-point où se trouve aujourd'hui la fontaine de Tourny. Lors du réaménagement de la colline parlementaire à la fin des années 1990, Québec avait dû avertir le gouvernement fédéral de ces travaux, a-t-on appris.

Dans sa lettre de juillet 2006, Québec n'avait toutefois réclamé la propriété que d'un seul des quatre «lots» loués à Ottawa depuis 1881: celui le plus rapproché du parlement, à l'ouest de l'avenue Honoré-Mercier (autrefois Dufferin), numéroté 1 315 204 et faisant presque 10 000 mètres carrés.

Benoît Pelletier, qui est redevenu professeur de droit constitutionnel la veille du déclenchement des élections, le 4 novembre — après avoir détenu le portefeuille des Affaires intergouvernementales pendant cinq ans —, écrivait que cette propriété fédérale sur un terrain hautement symbolique pour la nation québécoise constituait un accroc aux principes mêmes du fédéralisme.

Il soulignait qu'en 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique avait consacré l'intention des provinces fondatrices du Canada de «contracter une union fédérale» en vertu de laquelle chacune posséderait une assemblée législative indépendante du Parlement canadien et «souveraine» dans ses sphères. «Dans ces circonstances, poursuivait-il, il nous apparaît important que le «situ» sur lequel l'Assemblée nationale est érigée reflète cette caractéristique fondamentale de notre régime fédéral.» M. Pelletier énonce donc le principe selon lequel «les terrains qui entourent l'Assemblée nationale doivent lui appartenir».

Il a été impossible de savoir de quel type de contrat de location il est question ici. Certaines sources parlent d'un bail «emphytéotique» (de très longue durée, maximum de 99 ans, selon le Code civil). Dans un document intitulé *Rapport d'un comité de l'Honorable Conseil exécutif, en date du 16 novembre 1888*, consulté par *Le Devoir*, on peut lire une description s'apparentant à cette partie de terrain. On dit que, «conformément à un ordre de Son Excellence le Gouverneur général en Conseil du 24 janvier 1881», cette portion de terrain «est maintenant laissée à l'usage du gouvernement de la province de Québec, moyennant un loyer ou rente annuelle de cinquante piastres». Personne n'était en mesure hier, dans les officines étatiques, de dire si Québec déboursait toujours ce montant annuellement. On a toutefois souligné avec ironie que lorsqu'un bail emphytéotique se termine, les «améliorations» qui ont été faites sur le terrain deviennent propriété du «bailleur emphytéotique».

Pas que symbolique

Aux yeux de Québec, le transfert de propriété de ce terrain «n'aurait pas que des conséquences symboliques». Dans sa lettre, M. Pelletier souligne qu'«au plan pratique, cela permettrait au président de l'Assemblée nationale d'exercer pleinement ses privilèges et ses responsabilités quant à la sécurité de l'enceinte parlementaire». Une source bien au fait du dossier explique que lorsqu'il y a des manifestations, «on met des barrières»; or, «assurer votre sécurité sur un terrain qui n'est pas totalement le vôtre, mettons celui de votre voisin, c'est problématique, non?».

La controverse autour de la commémoration de la bataille des plaines d'Abraham a ramené à l'avant-scène la présence très importante du gouvernement fédéral dans la capitale nationale québécoise. Celle-ci n'aurait pas d'équivalent dans les autres capitales de provinces au Canada. L'ancien président de la Commission de la capitale nationale, Pierre Boucher, faisait remarquer mercredi dans nos pages qu'au cours du XX^e siècle, «la présence du gouvernement du Canada à Québec a pris une proportion stupéfiante». Il estimait la part de propriété fédérale à 40 % du territoire de la ville fortifiée et de ses alentours, «au point où même une portion de la place de l'Assemblée nationale est localisée en terre fédérale».

Le Devoir

Le PQ largue Patrick Bourgeois et Le Québécois

Québec — Le Parti québécois rompt tous ses liens avec l'éditeur controversé Patrick Bourgeois, tournant ainsi le dos à l'aile radicale du mouvement souverainiste.

Dorénavant, les députés péquistes n'achèteront plus de publicité dans le journal *Le Québécois* que dirige M. Bourgeois, a fait savoir hier le bureau de la chef péquiste Pauline Marois.

«M. Bourgeois a fait des commentaires inacceptables, inappropriés, qui s'apparentent à des propos violents. Notre parti prône depuis 40 ans l'atteinte de son objectif par des voies démocratiques et pacifiques», a indiqué un collaborateur de Mme Marois.

M. Bourgeois s'est retrouvé sous les feux de la rampe ces dernières semaines avec ses propos teintés de menaces pour dénoncer la re-

constitution de la bataille des plaines d'Abraham. Figure de proue du Réseau de résistance du *Québécois* (RRQ), Patrick Bourgeois était allé jusqu'à évoquer «des appels au meurtre» pour court-circuiter le projet envisagé par la Commission des champs de bataille nationaux (CCBN), une agence fédérale.

Voyant les esprits s'échauffer, la CCBN a finalement annoncé en début de semaine qu'elle tirait un trait sur la reconstitution qui devait marquer l'été prochain à Québec le 250^e anniversaire de la bataille. Dans l'espoir de ne pas être associé aux éléments les plus agités du mouvement souverainiste, le PQ avait saisi la première occasion venue pour se dissocier de M. Bourgeois et des militants du RRQ.

À eux seuls, le Parti québécois et le Bloc assumeraient pas moins de 80 % des revenus publicitaires du journal *Le Québécois*.

Que le PQ retire ses billes n'est pas une surprise pour M. Bourgeois. Il reconnaît que les écarts de langage de certains opposants à la reconstitution de la bataille des plaines ont indisposé Pauline Marois et fourni des munitions à ses détracteurs, particulièrement à Jean Charrest. «C'est sûr qu'on parle fort et qu'on ne fait pas dans la dentelle», a admis M. Bourgeois. Mais la décision de la chef péquiste est fort regrettable puisqu'elle privera le Parti québécois d'une tribune précieuse, a-t-il ajouté.

La Presse canadienne

OSCARS

Bill Condon, cinéaste de *Dreamgirls*, a été mis à contribution pour dynamiser le show.

L'acteur australien Hugh Jackman animera le tout.

SUITE DE LA PAGE 1

Précisons que ces 81^{es} Oscars ont une pente à remonter. L'an dernier, la cérémonie fut la moins suivie par les téléspectateurs américains en plus de 30 ans: 32 millions de têtes de pipe, contre 41 millions lors du cru précédent. La formule s'essouffle. Bill Condon, cinéaste de *Dreamgirls*, fut mis cette fois à contribution pour dynamiser le show. L'acteur australien Hugh Jackman animera le tout. On verra bien.

Le grand perdant?

De retour au cinéma, *L'Étrange Histoire de Benjamin Button*, de David Fincher, «surfant» pourtant sur le plus grand nombre de nominations du lot (13 en tout, contre 10 pour *Slumdog*), aventure d'un homme (Brad Pitt) au vieillissement inversé, malgré ses qualités de réalisation et son souffle, pourrait être le grand perdant de la fête en récoltant surtout des prix techniques. Le merveilleux *Milk*, l'excellent *The Reader*, de Stephen Daldry, et le plus académique *Frost/Nixon* de Ron Howard semblent écartés d'avance, tant à la réalisation qu'au titre de meilleur film. La statuette du scénario original paraît acquise toutefois à *Milk*.

Et puisqu'on en est aux quasi-certitudes, l'Oscar posthume à Heath Ledger pour son incarnation du Joker dans *The Black Knight*, catégorie meilleur acteur de soutien, lui est à peu près assuré. Non seulement pour l'hommage à sa mémoire, mais parce que sa formidable interprétation empêchait ce Batman de sombrer dans la simple production d'action.

Côté statuette du meilleur acteur, Mickey Rourke, qui fait un puissant retour dans *The Wrestler*, de Darren Aronofsky (Lion d'or à Venise), en lutteur bousillé par la vie, semble voler aussi vers une victoire, laquelle constitue en contrepoint l'accolade de Hollywood au fils prodige. Sean Penn,



L'Étrange Histoire de Benjamin Button, de David Fincher, «surfant» pourtant sur le plus grand nombre de nominations du lot (13 en tout, contre 10 pour *Slumdog*), pourrait être le grand perdant de la fête en récoltant surtout des prix techniques.

fabuleux dans *Milk*, devra sans doute passer son tour, tout comme d'autres bons concurrents: Richard Jenkins dans *The Visitor*, Frank Langhella dans *Frost/Nixon* et Brad Pitt couvrant tous les âges

dans *L'Étrange Histoire de Benjamin Button*.

Se démarquer

N'empêche que les Oscars peuvent rechigner à l'idée d'avaliser totalement les prix attribués aux Golden Globes. Ils se démarqueront peut-être dans d'autres catégories. Pour la meilleure actrice, Kate Winslet fut injustement écartée des nominations pour son rôle d'épouse étouffant sous les carcans dans *Revolutionary Road*, de Sam Mendes. Deux fois primée aux Golden Globes, elle n'est ici en nomination que pour son rôle vibrant d'Allemande mi-victime, mi-bourreau dans *The Reader* et devrait en principe l'emporter, d'autant plus que les Oscars ne l'ont jamais primée. Mais Melissa Leo, époustouflante en passeuse de clandestins dans *Frozen River*, constitue une sérieuse concurrente. Plus que Meryl Streep pour *Doubt* (trop souvent couronnée), qu'Angelina Jolie pour *Changeling* ou qu'Anne Hathaway pour *Rachel Getting Married*.

Dans le champ des actrices secondaires, la partie n'est pas jouée. Marisa Tomei, partenaire de Mickey Rourke dans *The Wrestler*, était d'une finesse remarquable, et Viola Davis est renversante dans *Doubt*. La jeune Amy Adams concourt pour le même film et possède ses mérites. Penelope Cruz paraît pourtant favorite pour son rôle de mante religieuse dans *Vicky Cristina Barcelona*, de Woody Allen.

On peut prédire l'Oscar du meilleur long métrage d'animation au délicieux post-apocalyptique *Wall-E*. Et celui du meilleur film en langue étrangère au percutant documentaire animé *Valse avec Bachir* de l'Israélien Ari Folman (mais *Entre les murs* de Laurent Cantet le talonne).

Le mieux qu'on puisse espérer en fait dimanche, c'est d'être surpris et de voir une partie de nos belles prédictions déjouées... au profit de nos poulains préférés, bien entendu.

Le Devoir

RIBOSOME

SUITE DE LA PAGE 1

deux éléments incontournables, rappelle le biophysicien. D'une part, les protéines qui participent à la structure des cellules et qui y font divers travaux, comme convertir les nutriments en énergie. Et d'autre part, l'ADN qui renferme les informations nécessaires à la synthèse de ces protéines. Or la machine qui parvient à traduire ces informations génétiques en protéines est le ribosome, une structure qui, on le comprend, s'avère absolument essentielle à l'existence de la vie sur cette planète.

«Quand la structure atomique du ribosome fut mise au jour et rendue publique en 2000, nous avons réalisé que cette structure était extrêmement complexe. Nous nous demandions comment une si grosse molécule avait pu se développer étape par étape au cours de l'évolution», raconte Sergey Steinberg. Avec son étudiant Konstantin Bokov, il a alors commencé à étudier cette gigantesque molécule constituée de 300 000 atomes. Après plusieurs années d'analyses minutieuses, ils ont soudainement vu un ordre sous-jacent à toute cette complexité. «Même si la molécule est très grosse et très complexe, sa construction obéissait à

des règles relativement simples. Nous avons pu déchiffrer le processus d'assemblage des divers morceaux, qui a permis d'en arriver à la molécule du ribosome, à partir de presque rien. Nous avons même identifié l'ordre dans lequel les différents morceaux se sont greffés à la structure. Il nous est apparu clair qu'il s'agissait d'un processus simple et relativement court qui a eu lieu il y a deux milliards d'années», explique le scientifique qui, avec son étudiant, signe un article sur cette découverte fondamentale dans la revue *Nature*.

En dévoilant l'existence de ces principes chimiques ayant guidé l'auto-assemblage de la structure complexe du ribosome, le professeur Steinberg a fait une découverte extrêmement importante, affirme Stephen Michnick, professeur de biochimie à l'Université de Montréal. «Cette découverte est importante parce que le ribosome est une structure essentielle à la vie», souligne-t-il avant d'ajouter que les grands principes mis au jour par l'équipe de M. Steinberg expliquent probablement aussi comment d'autres éléments de la cellule ont pu se constituer. «Le fait de comprendre aussi précisément la structure du ribosome améliorera aussi indirectement la conception de

nouveaux médicaments, car la plupart d'entre eux agissent sur le ribosome», fait-il valoir.

Auto-assemblage du ribosome

Le ribosome s'est constitué à partir de petites chaînes d'acide ribonucléique (ARN) composées d'environ 110 nucléotides, les unités de base de l'ARN, explique Sergey Steinberg. Les nucléotides se sont probablement formés spontanément alors que les composés chimiques présents dans l'atmosphère terrestre primitive étaient bombardés par de puissants éclairs et étaient soumis à de très hautes températures et à un taux élevé d'humidité, précise-t-il.

Aux petites chaînes de départ se sont graduellement greffés de petits segments d'ARN issus de cette «soupe primordiale». «De nouveaux segments d'ARN se sont ajoutés spontanément, mais dans un ordre très précis, en différents points des chaînes initiales. Ces segments en torsade avaient la capacité de croître sur la structure existante» et ont ainsi formé de multiples petites boucles, explique le scientifique dont la recherche se situe à la frontière entre la biophysique et la biochimie.

Le ribosome des bactéries se compose de trois

longues chaînes d'ARN (comprenant 4500 nucléotides) qui se sont repliées sur elles-mêmes, lui conférant ainsi une structure globale très complexe dans les trois dimensions. «Chez les organismes plus évolués, il peut contenir un plus grand nombre de chaînes, mais le principe est essentiellement le même», précise le chercheur tout en soulignant le fait que le ribosome apparaît aujourd'hui sous une forme presque identique à celle qu'il avait au moment de son émergence. «Hormis l'ajout de quelques morceaux, sa structure interne n'a pratiquement pas changé depuis son émergence», dit-il.

«Après l'apparition des ribosomes, les protéines ont pu faire tout le reste. La vie telle qu'on la connaît a pu émerger, et l'évolution telle que l'a décrite Darwin s'est mise en marche», termine Sergey Steinberg.

Dans le laboratoire, son équipe s'applique maintenant à soumettre de petites molécules aux règles qu'elle a découvertes dans l'espoir de reproduire toutes les étapes menant à la reconstitution d'un ribosome. La théorie serait ainsi clairement confirmée.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390